LE JOURNAL DE L'ARMANDIE

LE SAINT-ARMAND

Saint-Armand, Pike River, Bedford, Canton de Bedford, Notre-Dame-de-Stanbridge, Stanbridge Station, Stanbridge East, Saint-Ignace de Stanbridge, Dunham et Frelighsburg

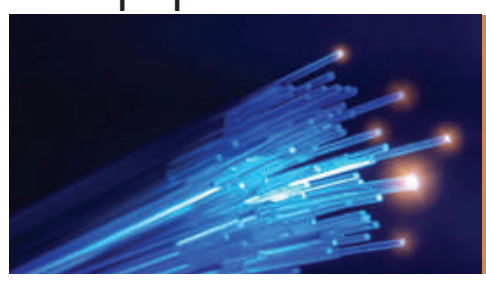
VOL. 18 Nº 1, août - septembre 2020

Cahier COVID-19

pages 8 à 17

La pandémie en Armandie

Fibre optique



pages 18 et 19

La nuisance Bell

ÉDITORIAL

Le ministre est tombé sur la tête!

Pierre Lefrançois

L'armée de lobbyistes de Bell Canada est très active auprès de nos élus, de même que dans les officines des fonctionnaires de l'État. Cela porte fruits. Alors qu'on commence à prendre la mesure de la capacité de nuire de Bell et de ses stratégies aberrantes visant à retarder le plus longtemps possible le déploiement de la fibre optique dans les régions rurales (voir notre dossier à la page 18), monsieur Pierre Fitzgibbon, ministre de l'Économie et de l'Innovation dans le gouvernement Legault, pense que seules de grandes entreprises comme Bell peuvent fournir de bons services de télécommunication. Il ne s'en cache même plus: le 24 juillet dernier, il déclarait ce qui suit à Ariane Krol, journaliste à *La Presse** :

« Je peux vous dire qu'il n'y aura plus aucune société OBNL qui va être créée pour offrir les services de télécoms. Je ne crois pas à ce modèle-là. (…) Je vais soutenir les OBNL existantes, on n'a pas le choix parce qu'il faut couvrir le Québec, c'est ma mission. Mais vous allez voir dans 10 ans, la technologie avance tellement rapidement que les petites opérations OBNL ne peuvent pas suivre l'évolution technologique à un coût qui va être approprié. (…) Je pense qu'il faut absolument travailler avec les télécommunicateurs (*sic*). »

Vous vous trompez Monsieur le Ministre : dans cette affaire, les OBNL sont innovatrices alors que Bell et ses semblables ont fait la preuve de leur incompétence et de leur mauvaise foi.

La fibre optique est incontestablement la technologie la plus évoluée et la plus efficace en matière de connexion Internet. C'est le cas depuis au moins vingt ans. Et, contrairement à ce que laisse entendre le ministre, ce le sera encore durant de longues décennies. Les grandes firmes de télécom proposent plutôt d'autres solutions pour brancher les régions : le câble, une technologie du siècle dernier, la DSL, dont les performances laissent à désirer compte tenu des réseaux passablement désuets dans nos campagnes ou encore, le cellulaire avec la toute nouvelle 5G qui nécessite l'installation d'une multitude d'émetteurs-récepteurs sur les poteaux de téléphone; bonjour la pollution électromagnétique et la multiplication exponentielle des possibilités de pannes! Sans compter que, aux tarifs que pratiquent les télécoms au Canada, le service est carrément hors de prix pour la majorité des citoyens ordinaires et des petites et moyennes entreprises.

La vérité, c'est qu'IHR Télécom, l'OBNL qui déploie la fibre optique dans Brome-Missisquoi grâce à un important apport de fonds publics, doit composer avec l'obstruction systématique de Bell à qui appartiennent les poteaux sur lesquels il faut déployer la fibre. Or, nous avons récemment appris que la très grande majorité des subventions que le gouvernement Legault a annoncées dans le cadre du programme Régions branchées en mai dernier ont été accordées à des fournisseurs privés tels que Bell, Telus, Vidéotron, Cogeco ou Sogetel. IHR Télécom avait bien soumissionné sur trois de ces mandats dans la MRC du Haut-Richelieu, son territoire d'origine depuis plusieurs années, mais c'est Bell qui les a obtenus.

Monsieur le Ministre, vous venez de confier la clé de la bergerie au loup! Et c'est nous qui payerons la note.

* www.lapresse.ca/actualites/2020-07-25/internet-haute-vitesse-la-guerre-des-poteaux.php

Jean-Pierre Fourez

MOT DU PRÉSIDENT

Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage

François Charbonneau

Les relations entre les gens sont rudement mises à l'épreuve alors que le fléau de la COVID-19 s'étire. Les rapports des consommateurs entre eux et avec les commerçants commencent à se dégrader : impatience dans les files d'attente, envers le personnel (souvent jeune) qui gère la situation, regards haineux lancés à ceux qui ne portent pas de masque ou, à l'inverse, attitude satirique envers ceux qui en portent un, susceptibilité palpable à l'égard de tout commentaire venant d'autrui sur sa conduite, gestes déplacés et intempestifs; agressions verbales, plaintes envers les commerçants à propos de tout ou de peu, exaspération face aux délais de livraison ou à l'absence de produits recherchés, etc. Sans parler de ce qui se passe dans les bars.

Bien qu'une majorité de personnes soient patientes, compréhensives, serviables et qu'elles fassent preuve de solidarité et de compassion, certains d'entre nous semblent avoir plus de difficulté à conserver une attitude décente et à éviter les écarts de conduite. On peut certes le comprendre, mais pas l'excuser.

Au sortir de la pandémie, ne devrions-nous pas avoir appris à adopter une nouvelle attitude envers autrui, voire envers nous-mêmes?

Lors du spectacle de la Fête nationale, Fred Pellerin disait à peu près ceci : nous vivons dans un passage entre le vieux monde et un autre. Ce n'est pas la fin du monde, mais le « débutdumondisme ». Nous sommes chanceux, poursuivait-il, nous pouvons repartir notre monde et en faire quelque chose de beau!

Comment se comporter dans ce passage ? Il est certes approprié de maintenir une attitude calme, sereine, empreinte de solidarité et de compassion. Allez! Encore un peu de courage! La rage est totalement inappropriée…

Le Saint-Armand est membre de :

AMECQ — Association des médias écrits communautaires du Québec

Culture Montérégie

Philosophie

En créant le journal *Le Saint-Armand*, les membres fondateurs s'engagent, sans aucun intérêt personnel sinon le bien-être de la communauté, à :

- Promouvoir une vie communautaire enrichissante en Armandie.
- Sensibiliser les citoyens et les autorités locales à la valeur du patrimoine afin de l'enrichir et de le conserver.
- Imaginer la vie future en Armandie et la rendre vivante.
- Faire connaître les gens d'ici et leurs préoccupations.
- Lutter pour la protection du territoire (agriculture, lac Champlain, Mont Pinacle, sécurité, etc.)
- Donner la parole aux citoyens.
- Faire connaître et apprécier l'Armandie aux visiteurs de passage.
- Les mots d'ordre sont : éthique, transparence et respect de tous.

Articles, letters and announcements in English are welcome.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
François Charbonneau, président
Gérald Van de Werve, vice-président
Lise F. Meunier, secrétaire
Sandy Montgomerey, trésorier
Astrid Gagnon, administratrice
Éric Madsen, administrateur

COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Lefrançois (rédacteur en chef), Josée Beaudet, Pierre Brisson, Édith Ducharme, Jean-Pierre Fourez, Astrid Gagnon, Christian Guay-Poliquin, Nathalia Guerrero Velez, Nancy Lambert, Alain Marillac, Guy Paquin, Jean-François Pinel, Paulette Vanier.

COLLABORATEURS POUR CE NUMÉRO : Pierre Brisson, François Charbonneau, Carole Dansereau, Jean-Pierre Fourez, Nathalia Guerrero Vélez, Pierre Lefrançois, Guy Paquin, Paulette Vanier.

RÉVISION LINGUISTIQUE : Paulette Vanier

RÉVISION : Lise Bourdages, Pierre Lefrançois, Richard-Pierre Piffaretti, Paulette Vanier

GRAPHISME ET MISE EN PAGE : André Sactouris

WEBMESTRE : Richard-Pierre Piffaretti

IMPRESSION : Hebdo Litho inc.

DÉPÔT LÉGAL : Bibliothèques nationales du Québec et du Canada

ISSN : 1711-5965

RÉDACTION : 450 248-7251
journalstarmand@gmail.com

PUBLICITÉ : 514-206-7861
pubjstarm@gmail.com

PETITES ANNONCES
Coût : 5$
Annonces d'intérêt général : gratuites

ABONNEMENT HORS ARMANDIE
Coût : 30 $ pour six numéros
Faites parvenir le nom et l'adresse du destinataire ainsi qu'un chèque à l'ordre et à l'adresse suivants :

Journal Le Saint-Armand
Casier postal 27
Philipsburg (Québec)
J0J 1N0

COURRIEL :journalstarmand@gmail.com
Site web : www.journalstarmand.com
FaceBook ; https://www.facebook.com/Le-Saint-Armand-1694470804135904/

Le Journal de l'Armandie — Le Saint-Armand — Saint-Armand, Pike River, Bedford, Canton de Bedford

Tirage certifié AMECQ

TIRAGE
pour ce numéro:
7000 exemplaires

Le Saint-Armand bénéficie du soutien de:

Culture et Communications Québec

Google

Le Saint-Armand est distribué gratuitement dans tous les foyers d'Armandie: Pike River, Bedford, Bedford Canton, Notre-Dame-de-Stanbridge, Saint-Armand, Stanbridge Station, Stanbridge East, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Dunham et Frelighsburg

Aidez votre journal !

Le club des 100

Jean-Pierre Fourez

Notre campagne de financement vise à cumuler au moins 100 dons de 100 $ chacun afin d'obtenir les 10 000 $ nécessaires à la poursuite de la mission que nous accomplissons fièrement depuis 17 ans!

Un don de 100 $ représente à peine un peu plus de 8 $ par mois, une somme relativement modeste compte tenu des services que ce journal rend aux communautés des dix municipalités de l'Armandie.

Si votre budget est trop modeste pour une telle somme, pourquoi ne pas vous mettre à quelques-uns pour offrir un don de 100 $? Membres d'une famille, d'un groupe d'amis, de voisins, d'une équipe de hockey, élèves d'une classe ou d'une école, employés d'une entreprise ou d'une institution, les possibilités sont nombreuses.

Si, au contraire, vous estimez pouvoir donner davantage, pourquoi ne pas faire un don supplémentaire au nom d'un parent ou d'un ami ?

Chaque don de 100 $ donnera lieu à la remise d'un certificat de reconnaissance sous la forme d'une œuvre de notre caricaturiste Jean-Pierre Fourez, personnellement dédicacée au(x) donateur(s).

Donateur unique

Par la poste

Vous pouvez faire parvenir votre chèque de 100 $, libellé à journal *Le Saint-Armand*, à l'adresse suivante : casier postal 27, Philipsburg, QC, J0J 1N0.

Joignez à votre envoi les renseignements suivants : votre nom, l'adresse à laquelle vous livrer le certificat de reconnaissance, votre numéro de téléphone et votre adresse courriel. Si vous ne souhaitez pas que votre nom soit publié dans la liste des donateurs, veuillez inscrire la mention ANONYME.

En ligne

Vous pouvez aussi faire votre don en ligne sur le site web du journal à https://journalstarmand.com/. Cliquez sur l'onglet « Faire un don » qui se trouve sur la bande verte en haut de l'écran, puis faites défiler vers le bas pour payer en ligne par carte de crédit.

Si vous ne souhaitez pas que votre nom soit publié dans la liste des donateurs, veuillez nous le faire savoir par courriel à journalstarmand@gmail.com.

Groupe de donateurs

Nous suggérons qu'une seule personne fasse la collecte des dons totalisant 100 $. Vous pouvez donner un nom à votre groupe.

Par la poste

Faites parvenir votre chèque de 100 $ à l'adresse indiquée ci-dessus. Joignez à votre envoi les renseignements suivants : le nom de votre groupe, les noms des personnes le composant, l'adresse à laquelle vous livrer le certificat de reconnaissance, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de la personne responsable du groupe. Si vous ne souhaitez pas que le nom de votre groupe ou des membres qui le constituent soient publiés dans la liste des donateurs, veuillez inscrire la mention ANONYME.

En ligne

Le responsable peut aussi faire le don du groupe en ligne sur le site web du journal tel qu'indiqué ci-dessus, puis faire parvenir par courriel l'information concernant le nom du groupe et les noms de ses membres à journalstarmand@gmail.com. Si vous ne souhaitez pas que le nom de votre groupe ou des membres qui le constituent soient publiés dans la liste des donateurs, veuillez inscrire la mention ANONYME.

Assemblée générale annuelle des membres

Dimanche, le 6 septembre à 14 heures
à la salle communautaire de Frelighsburg
(à l'étage au-dessus de l'hôtel de ville)

Vous êtes conviés à l'Assemblée générale annuelle des membres de l'organisme à but non lucratif (OBNL) qui gère le journal Le Saint-Armand. Au programme, le rapport des activités de l'an dernier et la présentation des prévisions pour l'année 2020-2021. Il y aura aussi des mises en candidature pour combler trois sièges actuellement vacants au conseil d'administration. Deux autres sièges seront également mis en jeu du fait que les mandats des administrateurs qui les occupent arrivent à échéance.

Tous sont invités à participer, bien que seuls les membres en règle de l'OBNL aient droit de vote et peuvent poser leur candidature pour siéger au conseil d'administration. Il sera possible sur place de devenir membre ou de renouveler son adhésion en payant sa cotisation annuelle de 25 $.

Pandémie oblige, les mesures hygiéniques requises seront observées : distanciation physique, port du masque, lavage des mains, etc.

Au plaisir de vous voir le 6 septembre…

Jean-Pierre Fourez

DES NOUVELLES DE DUNHAM

Des bacs nourriciers

Nathalia Guerrero Vélez

Si vous marchez sur la rue Principale à Dunham, vous remarquerez à différents endroits des bacs de légumes très particuliers! Il s'agit d'une autre belle initiative de La Récolte des Générations et du Comité Action Environnement Dunham (CAED). Les bacs nourriciers sont des installations non permanentes destinées à produire des légumes accessibles à tous, tout en créant des espaces de partage qui embellissent le paysage.

En tout, quatre bacs nourriciers ont été installés au cœur du village et sont entretenus quotidiennement par des bénévoles de La Récolte des Générations.

En plus de produire de la nourriture fraiche, deux des quatre bacs sont munis d'un banc, ce qui permet aux passants de s'asseoir pour prendre une pause et apprécier l'entourage. « Le projet fait partie du programme de revitalisation de la rue Principale et la municipalité a contribué au financement de la main d'œuvre pour la construction des bacs », explique Julie Langlois, coordonnatrice de la Récolte des Générations et, par ailleurs, ébéniste et menuisière de son métier. « Ils ont été construits avec des boîtes de pommes. Nous les avons transformées et y avons installé un système d'irrigation de type jardinière autonome. »

Choux, bette à carde et autres légumes ainsi que fleurs comestibles font partie des récoltes auxquels auront accès les Dunhamiens cet été.

« L'initiative a commencé à petite échelle, mais l'idée c'est que les années suivantes le concept puisse être élargi » ajoute Julie.

Natalia Guerrero Vélez

Les abeilles et les papillons adorent les bacs nourriciers, mais ils ne sont définitivement pas les seuls à apprécier la chose !

DES NOUVELLES DE FRELIGHSBURG

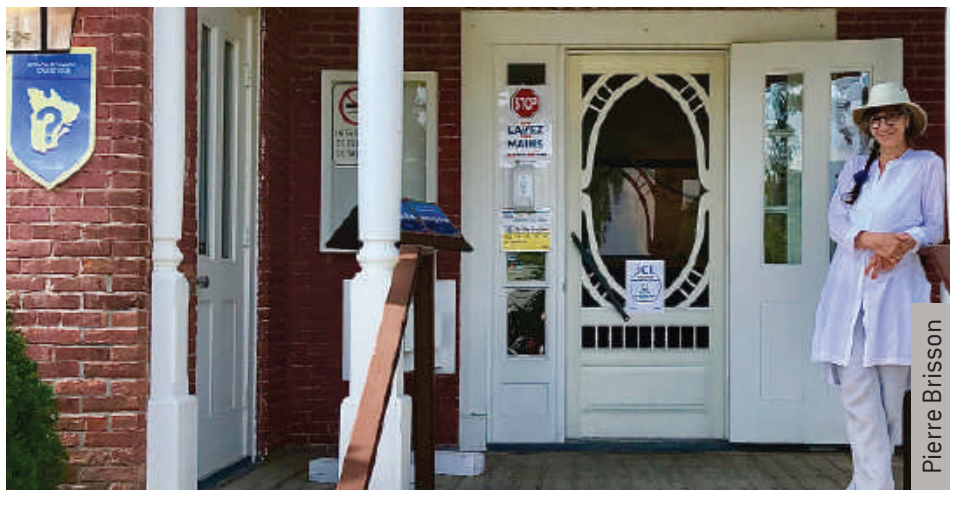
Pierre Brisson

D'un nouveau parc pour un meilleur accès au sentier de randonnée

En juillet dernier, la municipalité de Frelighsburg a conclu une entente pour l'achat d'une parcelle de terrain de quelque 30 000 pieds carrés en zone inondable, entre la rivière aux Brochets et le chemin Saint-Armand, tout juste à la sortie du village. Cet îlot jouxte une autre bande riveraine, le Parc Jeanne-Demers, qui permet de faire halte pour admirer le moulin historique de Frelighsburg, bien visible de ce point de vue. L'inauguration du nouveau terrain se fera à l'automne ou au printemps prochain; on lui donnera le nom de Parc Racine-Houle en rappel des anciens propriétaires. Mais pourquoi cette acquisition? C'est que l'espace est stratégiquement situé à l'entrée du nouveau sentier de randonnée pédestre FR1, dont l'aménagement au cours des mois qui viennent rendra l'accès plus visible et convivial aux marcheurs. Et vous, randonneurs, de quoi avez-vous besoin avant d'entreprendre le périple offert à travers champs, bois et routes ?

D'une carte maintenant disponible en format papier

Rappelons que le sentier FR1, pour Frelighsburg 1, (le sentier du parc municipal, chemin Richford, étant dorénavant désigné FR2) est l'initiative bénévole de citoyens de la municipalité, chapeautée par l'organisme Vitalité Frelighsburg, qui a conclu les ententes de droit de passage avec les propriétaires concernés et gère l'aménagement de même que l'entretien du parcours totalisant près de quinze kilomètres, en dix étapes. Depuis son ouverture officielle en 2019, les randonneurs se plaignaient de ne pas disposer d'une carte papier et de devoir se fier aux seuls panneaux indicateurs balisant le parcours ou encore, à un téléchargement sur téléphone intelligent. Leur appel a été entendu car des cartes du sentier sont maintenant disponibles au Bureau d'accueil touristique du village, ce qui devrait favoriser la popularité de l'activité de randonnée, particulièrement indiquée en ces temps de distanciation - les marcheurs gardant naturellement une distance entre eux - et à l'approche de l'automne, saison tout indiquée pour les ballades en nature.


Pierre Brisson

France Breton au bureau d'accueil

D'un Bureau d'accueil touristique réinventé au temps de la COVID-19

Les cartes sont donc disponibles au Bureau touristique, mais c'est là la moindre des découvertes qu'on peut y faire! En effet, ce Bureau, bien connu des touristes fréquentant Brome-Missisquoi et l'un des plus renommés des Cantons-de-l'Est, est le seul ouvert en Armandie cet été. Il s'est d'ailleurs refait une beauté à l'initiative de la responsable, France Breton, qui a aménagé le lieu (l'ancienne Grammar School) en véritable boutique multiproduits du terroir local et de créations d'artistes et d'artisans de la région. Comme plusieurs commerces n'ont pu rouvrir ou fonctionnent au ralenti depuis le déconfinement, le Bureau remplit une mission d'accueil et de diffusion qui va au-delà de son rôle habituel. Mentionnons aussi l'aménagement créatif du lieu pour satisfaire aux nouvelles normes de santé publique, dont un panneau central de plexiglas arborant la courbe stylisée du mont Pinacle, emblème régional. Dans le contexte sanitaire particulier de cette année, les heures d'ouverture ont été ramenées à cinq jours par semaine (du jeudi au lundi) et le Centre d'Arts, situé à l'étage, n'accueillera aucun exposant, se contentant de présenter un rappel historique de la bataille d'Eccles Hill, dont c'est le 150e anniversaire, et l'exposition photographique permanente en hommage à Adélard Godbout. Autres expositions: le Centre Adélard, au cœur du village, sera ouvert jusqu'à la mi-octobre, accueillant encore cette année trois artistes en résidence dans le but de favoriser échanges et réflexion avec le public autour de l'art contemporain et des œuvres réalisées sur place.

À noter que le Bureau d'accueil touristique de Frelighsburg sera ouvert jusqu'à la fin octobre. Nouvelles coordonnées pour le joindre : **tourisme@frelighsburg.ca**, 450 298-5133, poste 30.

DES NOUVELLES DE NOTRE-DAME-DE-STANBRIDGE

Ouverture officielle du jardin !

Carole Dansereau

Le 23 juin dernier, sous un soleil de plomb, les élèves, le personnel de l'école Saint-Joseph, les citoyens, bénévoles, les membres du Comité de développement stanbridgeois, les membres du conseil municipal ainsi que les principaux invités partenaires du projet célébraient l'inauguration du jardin pédagogique intergénérationnel « Ô Jardin des ancêtres ».

Réunis derrière l'église, dans ce nouvel aménagement consacré à l'apprentissage des sciences de la nature, les élèves ont répondu avec assurance et enthousiasme aux diverses questions en lien avec les activités de jardinage réalisées ce printemps. Pour plusieurs d'entre eux, c'était une première expérience directe avec la terre. En très peu de temps, soit seulement cinq semaines, ils ont semé, récolté et dégusté radis, épinards, choux gras et laitues. En plus d'ajouter à leur coffre à outils la connaissance de différentes fines herbes comme la livèche, agastache, mélisse, sarriette et camomille !

Invités émus

Madame Nathalie David, directrice adjointe chez Desjardins, a confié lors de son allocution qu'elle était fort impressionnée par les connaissances en jardinage que les élèves avaient acquises ainsi que par la détermination des citoyens et bénévoles de notre municipalité à réaliser un projet aussi rassembleur. Monsieur Daniel Tétreault, maire de Notre-Dame-de-Stanbridge, a également remercié le Comité de développement stanbridgeois pour cette initiative mise de l'avant dans notre communauté.

Si vous passez sur le rang Sainte-Anne, je vous invite à prendre un moment pour aller lire ce qu'élèves et adultes ont écrit sur les drapeaux aux couleurs vives de l'arc-en-ciel qui sont installés dans les douze jardinets (drapeaux réalisés sous la direction de Martine Bellavance, artiste peintre), chacun ayant pris le temps d'inscrire ce qu'il ressentait en jardinant. Vous serez surpris de constater que l'action apaisante du jardinage ne se limite pas aux adultes. Les enfants aussi ressentent un grand bienfait à plonger les mains dans la terre et à se rebrancher sur Mère Nature !

Carole Dansereau

La fête du 23 juin

Pour compléter la cérémonie, les enfants ont, sous la direction de leur enseignant de musique, entonné *La rue Principale* des Colocs. Le tout s'est clôturé par un goûter préparé par le Marché Gendreault. Peu de temps après, c'était déjà le moment de se souhaiter de très bonnes vacances.

C'est avec impatience que nous attendrons le retour, en septembre prochain, des élèves afin de souligner la fête des récoltes. Il y aura d'autres surprises qui, j'en suis persuadée, sauront susciter encore une fois l'intérêt des jeunes et des moins jeunes.

Rencontre hebdomadaire… Ô Jardin des ancêtres

Les jeunes et les moins jeunes sont invités à parfaire leurs connaissances horticoles et culinaires dans le plaisir et la bonne humeur… et à vivre des expériences artistiques

Depuis quelques semaines, nous tenons des rencontres horticoles le samedi matin de 9 h 30 à 11 h 30. Nous poursuivons ainsi le travail entrepris par les élèves ce printemps. Un bel exemple de partenariat et d'entraide. Plusieurs sujets y sont abordés. En début d'été, soit le 4 juillet, nous avons notamment appris comment et quand se récoltait l'ail et découvert l'importance d'éclaircir les carottes et de tuteurer les tomates.

En outre, à la fin des rencontres, nous sommes invités à partager le fruit de nos récoltes. Ainsi, le 18 juillet, nous avons eu droit à une dégustation de trois variétés de betteraves, accompagnées d'une sauce au yogourt de chèvre et à la livèche. Ce ne sont là que des exemples d'activités qui suscitent de l'intérêt tant pour les débutants en jardinage que pour les plus aguerris.

Le Comité de développement stanbridgeois tient à remercier André Forte, notre jardinier en chef, qui partage avec beaucoup de générosité et de gentillesse ses multiples connaissances et expériences acquises au cours de son existence, tant dans le domaine horticole que dans le domaine culinaire. Il ne manque jamais de nous titiller le palais en nous faisant déguster divers légumes rehaussés d'un accompagnement particulier et inusité.

« Aimez » notre page Facebook

Vous êtes tous invités à vous rendre sur la page Facebook « Ô Jardin des ancêtres ». Nous y tenons des chroniques et annonçons différentes activités se déroulant au jardin. Notre mission est de créer un réseau d'entraide afin de partager nos connaissances en lien avec la biodiversité, l'environnement, l'écocitoyenneté et l'alimentation. Un rendez-vous virtuel à ne pas manquer !

https://www.facebook.com/%C3%94-Jardin-des-anc%C3%AAtres-103201824782977

DES NOUVELLES DE SAINT-ARMAND

Captation du Matin Mémoire

La rédaction

Le 5 juillet, cinquante personnes se réunissaient dans la salle communautaire pour assister à la seconde édition de l'événement historique Matin Mémoire, animé par Guy Paquin.

Cinquante personnes, tout juste la limite permise à ce moment-là pour les rassemblements intérieurs. Les règles sanitaires étaient respectées : distanciation physique, masques, désinfectant pour les mains, etc.

Cette année, les invités de Guy Paquin dévoilaient les secrets de la Bataille d'Eccles Hill. Mme Heather Darch, conservatrice du Musée du comté de Missisquoi à Stanbridge East a expliqué qui étaient les Féniens et quel était leur motif pour envahir notre comté. M. Laurent Busseau, auteur du livre *Les Fenians Attaquent*, a présenté l'assaut de 1866 en détail tandis que M. Ross Jones, passionné d'histoire et collectionneur d'armes anciennes, a raconté celui de 1870 ainsi que la bataille d'Eccles Hill, au cours de laquelle la milice locale a vaincu les envahisseurs.

Heureusement, Édouard Faribault s'est chargé de la captation sonore de l'événement et chacun peut donc en écouter le balado qui en est résulté à l'adresse suivante : https://journalstarmand.com/matin-memoire-balado

Mona Beaulac

Guy Paquin et Laurent Busseau

CHRONIQUE LITTÉRAIRE D'ARMANDIE

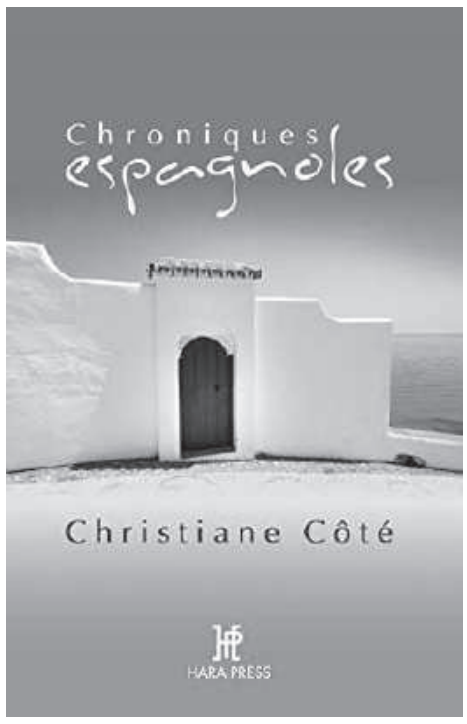
Voyager pour comprendre l'autre

Paulette Vanier

Au-delà des différences sociales, culturelles, langagières, c'est la rencontre avec la personne, avec l'être, qui intéresse Christiane Côté, comme on

Pierre Brisson

peut facilement le constater en lisant *Chroniques espagnoles*, publié en 2018 et *Une année au pays du dragon*, tout juste sorti des presses. Trois mois en Espagne dans le premier cas, une année au Vietnam, dans le second, à vivre avec les gens du cru, à manger à leur table, à travailler avec eux, parfois dans des quartiers où l'on ne trouve aucun autre Occidental. Des chroniques du quotidien, la description de couleurs locales et de personnages étonnants, le récit d'aventures parfois tragiques, souvent cocasses. On se représente sans peine les murs peints à la chaux du village de Nerja, le soleil y est encore plus éclatant que si la scène était filmée puisqu'aucune limite technique ne vient freiner l'imagination. C'est là le talent des grands conteurs du quotidien, ceux et celles qui savent transformer une anecdote en un récit vivant, riche, capable de susciter

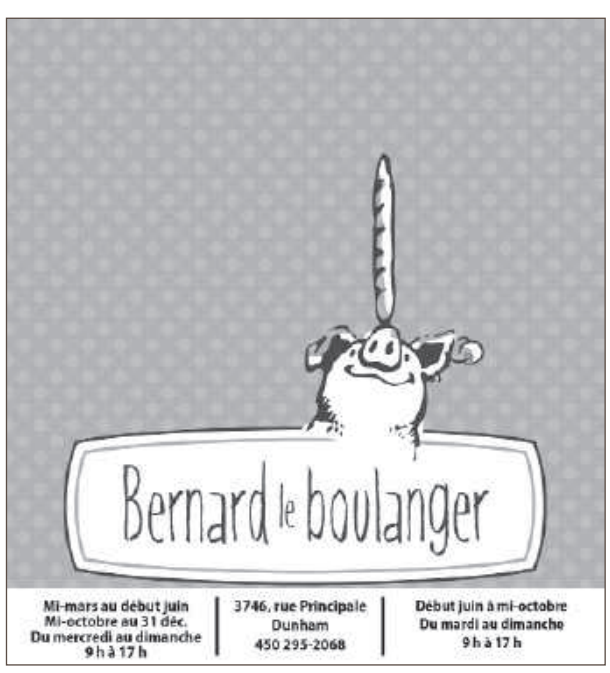


images et émotions puissantes.

Mais il y a plus: en filigrane, une certaine lecture politique, sociale et historique, quelques mots rappelant que, en Espagne il y a eu Franco et, au Vietnam, les communistes. Dans ce dernier pays, sont tangibles la pauvreté et la précarité, ainsi que la lourdeur des traditions, particulièrement pour les femmes. Trop souvent, l'enfance y est bâclée, compromise par les nécessités matérielles, qui obligent les enfants à assumer des responsabilités écrasantes.

Malgré cela, Christiane Côté y a fait la connaissance de personnes lumineuses, surtout des femmes, fortes, sensibles, résilientes, dont elle parle avec beaucoup d'affection. Celles avec qui elle a travaillé, celles qu'elle a rencontrées au marché, celles qu'elle a voisinées. Cela malgré la difficulté à s'exprimer dans une langue qui, sans être complexe du point de vue grammatical, est réputée l'être considérablement du point de vue des modulations tonales et de la prononciation, qui varient selon les régions.

Vous êtes tous conviés au lancement d'*Une année au pays du dragon* au Lyvano de Frelighsburg (4, rue Principale) le lundi 24 août, de 17 à 19 heures. Ceux et celles qui souhaitent prendre ensuite un repas au restaurant doivent réserver au 450-298-1119.



CHRONIQUE LITTÉRAIRE D'ARMANDIE

Brigitte Lecours ou l'amour des mots mis en musique

Paulette Vanier

À petits pas…

Si tu me berces
Après l'ivresse
Si tu calmes
Nos cœurs qui clament
Et si tu trinques
À notre étreinte
Guettant le sésame
De nos âmes
Si tu t'enlierres
À ma matière
Liant nos matins
À nos larmes…

C'est qu'à petits pas
Tu t'en viens
À petits pas
Je deviens
C'est qu'à petits pas
Je m'en viens
À petits pas
Tu deviens

C'est par ces très beaux vers que commence *À petits pas,* la chanson éponyme du premier CD de Brigitte Lecours, dont les destinées l'ont récemment menée en France mais qui a vécu longtemps au Québec et qui fréquente Pigeon Hill chaque fois qu'elle en a l'occasion. Il était temps que cette artiste de grand talent, révélée sur le tard, se commette et nous offre ses textes ciselés comme des petits bijoux, de purs poèmes à se chanter quand on a l'âme à la tendresse, à la nostalgie, à l'amour, à l'ivresse, à l'humour, au jeu...

Chacune des quatorze pièces de l'album fait le plein de mots francs et ronds qui se glissent tout seuls dans l'oreille, pas comme un ver, plutôt comme un verset. On écoutera avec bonheur la *Rumeur océane*, on partagera volontiers le *Coup de gueule*, on aimera en *Silence*, on se sentira *Bancale* à l'idée d'une disparition précoce, et puis on voudra se terrer dans *La renardière* avec « l'irremplaçable, l'indispensable, l'inséparable » après, ou avant, qu'on se soit expliqué ce (Y a) *Quelque chose qui ne va pas*, qu'on se soit parlé matois *Sous le soleil qui tangue* et qu'on ait fredonné *Notre vieille toune*. *Sauve qui peut*, on fuira comme la peste le voisin aux mains moites et on s'insurgera contre le régime des *Deux poids deux mesures*. Et quand on aura assez couru pour sentir battre la (*Ma*) *Balle rouge*, pou-poum, pou-poum, qu'on aura salué en chemin les *Animaux invisibles* et entendu l'autre dire *J'aime pas ça*, alors, on reprendra la route *À petits pas*... quoique dans un autre ordre.

La plupart des textes ont été mis en musique par Bernard Fougeirol qui a également réalisé l'orchestration de l'album en plus d'accompagner l'artiste-interprète tantôt au piano, tantôt à l'une des quatre guitares recrutées pour l'occasion et de faire partie du chœur avec cinq autres choristes. Batterie, percussions, clarinette et flûte complètent l'orchestre.

Les influences sont multiples : du tango langoureux qui se prend pour du fado au petit air d'opérette amusant, en passant par le swing, le dixie, le baroque ou la balade, la musique est toujours au service des textes, nostalgique quand il se doit et ludique autrement, tout cela suivant une interprétation juste et soignée de laquelle jaillissent quelques magnifiques envolées solo.

Un léger flottement dans la tessiture, une légère hésitation aux abords des notes les plus hautes et les plus basses ne font que nous enchanter davantage et nous permettent d'apprécier d'autant plus le dialogue fusionnel entre guitare et voix, au point que parfois, on prendrait l'une pour l'autre.

L'illustration de la pochette est un collage réalisé par Christine Chamson, artiste visuelle dont les œuvres jouissent présentement d'une belle renommée en France.

Pour commander le CD au coût de 15$ (+ 5$ pour l'envoi postal), communiquez avec Josée Beaudet à **joseebeaudet01@gmail.com** ou au 450-248-4624

On peut écouter la chanson *À petits pas* sur cette page facebook **http://chanson-net.com/brigitte_lecours_a_petits_pas.htm**

Ébénisterie Gerry Simard LaShoppe Cabinetmakers
Meubles et armoires de cuisine sur mesure
Custom furniture and kitchen cabinets
Pike River - Québec
450-272-4637

Pépinière Ouvert du 1er mai au 30 oct.
Mai et juin • lun-sam : 8 h à 17 h
Juillet à octobre • lun-sam : 8 h à 11 h
Aussi sur rendez-vous
Jean, Irène et Normand Bernier
• conifères • arbres • arbustes
vivaces • graminées
155 Ridge, Stanbridge East, 450.248.3091

au coeur de la pomme
Verger écologique et vinaigrerie artisanale
Boutique
• Vinaigres: cidre, vin, érable
• Confits, confitures
• Moutardes
• Jus, tartes
Auto-cueillette
Pique-niquez sur notre site enchanteur au bord de la rivière.
42, route 237 Nord,
Frelighsburg (Québec)
Tél./télec. (450) 298-5319
www.aucoeurdelapomme.ca

450 248-2121 | 450 515-1724
Suivez-nous sur
PAYSAGEMENT Jasmel inc.
Profitez de votre été à la maison!
Aménagement paysager | Pavé uni
Entretien | Taille de haies | etc.

Plantation des Frontières
Depuis 1980
MINI EXCAVATION
- Arbres avec racines
- Conifères et feuillus
- Cèdres pour haies
- Service de plantation et excavation
- Déchiqueteuse sur PTO
Sapins de Noël
295 chemin des Érables
Saint-Armand, QC J0J 1T0
450 248-3575
plantationdesfrontieres.com

Gérald Giroux prop.
Licence R.B.Q.: 8111-5659-42
EXCAVATION GIROUX INC.
TRANSPORT: • GRAVIER • SABLE • PIERRE • TERRE
EXCAVATION • FOSSE SEPTIQUE • CHAMP D'ÉPURATION
VENTE DE COMPOST ET TERREAU
Installateur autorisé
Biofiltre Bionest Enviro-Septic®
2 GIROUX
STANBRIDGE EAST
ESTIMATION
Tél: 450 248-7737
Cell: 450 545-6722
450 545-6721

ABUSCA Design
9351-6862 QUÉBEC INC.
Alain BUSCARLET
alain@abuscadesign.com
149 chemin Walbridge
Mystic (Saint-Ignace-de-Stanbridge) Qc
J0J 1Y0
(514) 885-9256
www.abuscadesign.com
Pour tous vos besoins en **béton** non-structurel (**Comptoirs de cuisine, vanités, éviers**, recouvrement mural, cheminée, ou tout projet particulier…)

LA COVID-19 ET SON IMPACT

La pandémie en Armandie

La rédaction

Depuis cinq mois, nous vivons, en Armandie comme ailleurs dans le monde, des événements sans véritables précédents. Notre univers a rapidement basculé. Nous avons tous dû nous adapter rapidement à des situations inédites. Et c'est loin d'être terminé d'après ce qu'on en sait désormais.

Au journal *Le Saint-Armand*, nous avons demandé aux puissants de ce monde un peu de soutien financier pour nous aider à produire de l'information locale sur ce qui se passe en Armandie au temps de la pandémie de COVID-19. Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est nul autre que Google qui a répondu en nous offrant une subvention ponctuelle de 5000 dollars US! Ce qui nous permet de rémunérer, chichement, mais c'est mieux que rien, quelques journalistes d'expérience pour produire de l'information locale, eux qui travaillent gratuitement pour le journal, dans certains cas depuis 17 ans. Cet argent servira également à imprimer les quelques pages supplémentaires nécessaires à la publication de cette information locale.

On y trouvera des reportages et articles traitant des impacts de la COVID-19 sur la vie en Armandie, sur ses citoyens, ses commerçants, ses institutions, sur les familles, les enfants et les aînés. Nous ne traiterons pas de tous ces aspects dans ce premier numéro, mais nous y entamons le processus et le poursuivrons aussi longtemps qu'il nous sera possible de financer la chose.

Alors, merci Google de nous donner l'occasion de mieux faire notre travail et de servir, de manière plus adéquate encore, les dix municipalités de l'Armandie!

Notre région relativement moins frappée que d'autres

Guy Paquin

L'Estrie, dont fait partie le secteur de la Pommeraie, n'a pas été épargnée par la pandémie de COVID-19. Cependant, les statistiques fournies par le CHUS de Sherbrooke montrent que le coronavirus a frappé un peu moins fort chez nous que dans l'ensemble du Québec.

L'Estrie compte 4 % de la population de la province. Or, en date du 12 juillet, la région n'avait enregistré que 2 % des cas, soit 985 sur les 56 521 cas recensés. Sur les 5627 décès survenus au Québec, nous en avons déploré 26, soit moins de 1% de l'ensemble de la province.

C'est certainement une bonne nouvelle, mais cela ne doit absolument pas ouvrir la porte à un relâchement de la prudence. C'est justement le respect de la stratégie de prévention qui nous a permis d'éviter le pire. Pour maintenir le coronavirus à son impact le plus bas possible, nous devons continuer d'adhérer aux règles de protection : lavage des mains, maintien d'une distance suffisante et port du masque dans les lieux publics fermés.

Il importe de rappeler que le secteur de la Pommeraie, le nôtre, est le second le plus touché par la maladie en Estrie, juste derrière celui des Sources (Asbestos, Danville et Ham-Sud). Aux sources, en date du 5 juillet, on comptait 323 cas par 100 000 de population contre 228 par 100 000 pour la Pommeraie. Les 137 cas confirmés enregistrés sur ce dernier territoire indiquent qu'il faut éviter tout relâchement de la prudence et incitent au contraire à continuer la lutte. D'ailleurs, les 3 nouveaux cas enregistrés le 12 juillet dans le camp de jour Club Vacances Jeunesse de Granby montrent que la bataille n'est pas gagnée.

Répartition des cas

On ne sera pas surpris d'apprendre que les grandes villes de l'Estrie ont absorbé le plus fort du choc. En date du 5 juillet, on dénombrait 315 cas à Sherbrooke, 155, à Granby, 30, à Cowansville et 30 aussi, à Farnham. Toutes ces villes font partie du vaste territoire couvert par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie (CIUSSSE).

Sur le territoire couvert par Le Saint-Armand, en date du 5 juillet, il y avait un nombre relativement faible de cas qui se répartissaient ainsi :

Notons qu'il y a eu des éclosions importantes à Brigham (16 cas), à Lac-Brome (12 cas) et à Ange-Gardien (9 cas).

Les groupes d'âge les plus touchés ont été les personnes âgées de 18 à 60 ans (650 cas sur un total de 872 pour toute l'Estrie en date du 5 mai). À cette date on dénombrait 464 femmes et 408 hommes atteints.

Les voies de la contagion

Dans l'ensemble du territoire du CIUSSSE, la courbe indiquant le nombre de nouveaux cas par jour montre clairement qu'un sommet a été atteint vers la fin de mars et le début d'avril. Au plus fort de la tempête, chaque jour, il s'ajoutait 35 nouveaux cas confirmés. Depuis le 18 avril, nous en sommes à 5 nouveaux cas quotidiens ou moins.

Et où attrape-t-on le coronavirus? Entre le 24 février et le 5 mai, dans le secteur de la Pommeraie, donc chez-nous, 30 % des cas enregistrés étaient d'origine familiale tandis que 28% provenaient du milieu de travail.

Quinze pour cent des malades avaient, quant à eux, ramené le virus dans leurs bagages à la suite d'un voyage. Voilà pourquoi, dès le 12 mars, le gouvernement provincial a émis une directive obligeant les voyageurs à se mettre en quarantaine pour deux semaines à leur retour. Dès le lendemain on enjoignait à la population d'éviter tout déplacement inutile.

Quant aux décès, sur les 26 survenus sur le territoire du CIUSSSE, seulement 3 étaient d'origine nosocomiale, c'est-à-dire provenant du milieu hospitalier, c'est-à-dire du CHUS de Sherbrooke. Les 24 autres personnes décédées ont été infectées dans la communauté, ce qui devrait suffire à nous rappeler que l'ordre du jour est encore à la prudence.

* * * * *

Pierre Lefrançois

CLSC et CHSLD, Bedford

Mobilisation des ressources

En mars, dans le but de contrer l'avancée rapide du coronavirus, les autorités ont adopté trois mesures immédiates. Premièrement, elles ont estimé qu'il était essentiel de mettre en place une structure de coordination entre la santé publique et la sécurité civile impliquant les services d'urgence du CIUSSE et ceux du Centre hospitalier de l'Université de Sherbrooke, ceci dès le 10 mars.

Ensuite, afin d'avoir un tableau de bord précis de la progression de l'épidémie, elles ont procédé à une importante mobilisation de personnel visant à appuyer le travail d'enquête auprès des personnes infectées et des contacts en santé publique, à compter du 12 mars.

Finalement on a mis sur pieds quatre cliniques de dépistage sur le territoire, dont une à Granby.

Des services médicaux chamboulés

Guy Paquin

La pandémie de COVID-19 a sérieusement ébranlé la prestation de services de santé dans notre région, comme dans toute l'Estrie et le Québec. Elle a occasionné des retards importants dans le traitement des malades et causé la fermeture temporaire de beaucoup de cliniques externes dans nos hôpitaux, dont celles de l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins (BMP) de Cowansville.

« Nous avons vécu la pandémie en devant tenir compte d'un fait fondamental : la disponibilité du personnel médical et hospitalier a des limites, explique Karine Duchaineau, directrice-générale adjointe des programmes de santé pour le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie (CIUSSSE). À mesure que nous affections des personnes à l'accueil des malades de la COVID ou aux quatre cliniques de diagnostic, nous disposions de moins de personnel pour assurer les services habituels. »

Les mesures accrues d'hygiène et de salubrité ont aussi réclamé l'attention du personnel hospitalier. En effet, le temps passé à désinfecter et à nettoyer a été perdu pour d'autres tâches. C'est ce qui fait que, bien que la pandémie n'ait pas frappé aussi fort chez nous qu'ailleurs, l'impact sur les services médicaux a tout de même été très important.

Tout au ralenti

Au plus fort de la crise, on observait un ralentissement très important des services aux patients. Le 12 mai, le CIUSSS Estrie faisait savoir que les interventions chirurgicales sur son territoire étaient à la moitié de leur niveau habituel. L'activité dans les cliniques externes des hôpitaux comme le BMP de Cowansville était fortement perturbée et on visait à la ramener à 70 % « dès que possible ».

En oncologie, toujours en date du 12 mai, on parvenait tant bien que mal à maintenir les soins presqu'à la normale. L'activité dans ce secteur atteignait les 80 % de ce qu'elle est habituellement.

« L'oncologie est le secteur où l'on devait au plus vite rétablir le niveau habituel, rappelle Mme Duchaineau. Nous l'avons fait en privilégiant les alternatives aux rendez-vous physiques chaque fois que possible. Au lieu d'un face à face réel, nous préférions la téléconsultation ou la vidéoconférence. Nous avons aussi favorisé une prise de médicaments par voie orale le plus souvent que possible. Cela remplace la visite au centre hospitalier pour traitements des cancers par une visite du patient à la pharmacie pour remplir son ordonnance de pilules. »

Le programme québécois de dépistage du cancer du sein a, quant à lui, été carrément interrompu. Le 25 mai, on a recommencé à faire de l'imagerie mammaire, mais ce n'est que le 4 juin que l'on a repris graduellement les activités du programme. Le 17 juin la clinique de dépistage de BMP s'est enfin remise en activité.

« Nous avons rappelé les femmes de 60 à 69 ans de notre liste à partir du 10 juillet et, belle surprise, elles se présentent au centre de la Pommeraie, faisant confiance à l'environnement sécuritaire de la clinique» se réjouit Mme Duchaineau.

Retards à rattraper

Le 15 juillet dernier la situation se présentait comme suit pour l'ensemble du territoire de l'Estrie : reprise des activités en oncologie à plus de 90 %; reprise en imagerie médicale et atteinte du niveau de 95 % en moyenne. Pour les cliniques externes et ambulatoires de l'hôpital de Cowansville, on en est, au 16 juillet, à un peu plus de 80 % de l'activité, avec une préférence pour la téléconsultation.

Pierre Lefrançois

CLSC et CHSLD, Bedford

C'est certainement en chirurgie que le retard reste le plus important. Selon Mme Duchaineau, le 16 juillet, on en était à 75 % du volume habituel à l'hôpital de Cowansville. On vise le retour aux pleins services en septembre.

Si on compare les deux premières semaines de juillet 2020 aux deux mêmes de 2019, on constate un retard de 50 chirurgies pour le territoire du CIUSSS Estrie. Au total, la quantité de chirurgies à faire reste très importante, soit 1500.

Que faire pour réduire cet arriéré de travail? « Il n'y a pas de miracle, répond Karine Duchaineau. On essaie de prolonger les heures de travail, de se rattraper pendant les fins de semaine et les jours fériés. Mais ce qui nous limite encore et toujours, c'est la disponibilité du personnel. »

On nous assure que les divers syndicats ne posent aucun problème et collaborent au mieux. Cependant, même le meilleur syndicat ne peut, d'un coup de baguette magique, multiplier les infirmières ou les inhalothérapeutes spécialisés en salle d'opération.

Et la deuxième vague?

Après le choc subi par le système de soins, surtout fin avril, début mai chez nous, le système a encaissé le coup et se remet en marche. Mais la COVID a-t-elle dit son dernier mot? « Nous avons divers scénarios pour les prochains mois, assure Mme Duchaineau, et l'un d'entre eux prévoit une seconde vague. »

Sans être prophète de malheur, on peut implorer la population de prendre les mesures nécessaires pour éviter que la pandémie ne vienne à nouveau chambouler nos services de santé.

Des entreprises qui souffrent, d'autres moins

Guy Paquin

La pandémie de COVID a entrainé nombre de fermetures d'entreprises, temporaires ou permanentes. L'impact sur les emplois a entrainé un chômage d'autant plus dommageable que, précédemment, nous vivions la situation exactement contraire, soit une pénurie de main d'œuvre.

En juin 2019, le taux de chômage au Québec était de 5 %. Un an plus tard, en avril 2020, 17 % de la main d'œuvre se retrouvait sans travail. Depuis, il y a eu un rétablissement partiel de la situation, avec des taux de chômage de 13,7 % en mai et de 10,7 % en juin.

En Montérégie, le taux de chômage était de 14 % en juin 2020, contre 13 % le mois précédent et c'est sans nul doute dû à la pandémie. Selon Catherine Poulin, responsable des relations médias pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité Sociale, 2 300 emplois ont été perdus entre mai et juin. Le secteur des services, surtout celui de la vente au détail, a été durement frappé. Ceux de la construction, de l'hébergement et de la restauration sont aussi atteints.

En cela, nous ne différons pas du reste du Canada. Tout le pays a vu les revenus des ventes au détail subir une dégringolade vertigineuse depuis le début de la pandémie. Selon le rapport le plus récent de Statistiques Canada, entre février et mai 2020, les ventes au détail ont reculé de 17 % dans l'ensemble du pays. Pendant ce temps, les consommateurs canadiens se rabattaient sur l'achat en ligne, qui a augmenté de 99 % pour s'établir à près de 4 milliards de dollars en mai 2020.

Ventes à la baisse

Selon Statistiques Canada, en janvier et février les ventes au détail au Québec se portaient très bien, avec des revenus autour de 11 milliards de dollars. En avril, ils étaient tombés à 6,8 milliards pour remonter à 9 milliards en mai. La COVID est la grande responsable de cette perte de revenus.

Selon Denis Beauchamp, directeur du service de développement économique du Centre local de développement (CLD) de Brome-Missisquoi, les commerces de notre région ont aussi été frappés. « Alors que d'autres secteurs s'en tirent bien, nos commerces de détail sont globalement dans une situation fragile. La pandémie a accéléré la migration de la clientèle des magasins vers l'achat en ligne et les commerces qui ne pratiquent pas cette approche ont beaucoup souffert. »

Afin de contrer le manque à gagner dans ce secteur, le CLD a créé un outil pour stimuler la fréquentation des commerces et des autres entreprises locales. On a mis en ligne cette année un répertoire de 400 commerces locaux sous le chapeau jachetebromemissisquoi.com. C'est ainsi que 24 petits détaillants et autres petites entreprises de Dunham figurent dans ce répertoire. Il y en a 17 à Bedford, 8 à Frelighsburg et 2 à Saint-Armand.

Denis Beauchamp prévoit que d'ici l'automne le gouvernement du Québec annoncera un nouveau programme financier pour soutenir les commerces qui souhaitent passer à la vente en ligne. « Je crois aussi qu'il y aura aussi avant l'automne un nouveau programme pour les commerces qui ont dû investir pour assurer un accueil sécuritaire de la clientèle. »

Programme d'aide provinciale

Jusqu'ici, Brome-Missisquoi a reçu 1,5 million de dollars de Québec pour soutenir les PME de la région. M. Beauchamp confirme que depuis le mois d'avril, le CLD a reçu 163 demandes d'information de la part des PME concernant ce programme. Par la suite, 64 petites et moyennes entreprises ont déposé une demande en bonne et due forme dans le but de tenter un redressement face aux ravages causés par la COVID. De ce nombre, 75 % ont satisfait les critères et ont effectivement reçu de l'aide financière.

S'ajoutent à cela l'aide fédérale aux entreprises, comme la subvention salariale d'urgence du Canada, la subvention salariale temporaire de 10 %, des reports d'impôt et de taxes ainsi que des exemptions de tarifs douaniers.

Tourisme en santé

Curieusement, alors que le secteur des services a accusé des pertes d'emplois au moins temporaires, selon M. Beauchamp, le tourisme vit une jolie reprise chez nous. Il y a eu une fermeture partielle en mars, mais les établissements ont pu continuer leurs opérations en suivant les directives sanitaires.

Quant au confinement des Américains sur leur territoire, si cela a été catastrophique à Montréal ou à Québec, ce n'est pas le cas dans notre région. « La fermeture des frontières n'a guère eu d'impact sur l'accueil touristique, assure M. Beauchamp. C'est que les étrangers ne contribuent que pour 3 % des visiteurs dans Brome-Missisquoi, contre 97 % de Québécois. »

Plus curieux encore, la pénurie de main d'œuvre persiste encore dans l'hôtellerie. Ainsi, le site web du Château Bromont affiche des demandes d'emplois aussi bien pour l'accueil de la clientèle qu'en cuisine et au restaurant. On cherche aussi des préposés à l'entretien des chambres.

C'est également vrai pour plusieurs restaurants et hôtels de la région. N'allez toutefois pas croire que la restauration n'a pas souffert de la pandémie. « Nos restaurants ont été beaucoup fragilisés » confirme M. Beauchamp.

D'ailleurs, dans les grands centres, l'hôtellerie souffre terriblement. L'Association des hôtels du Grand Montréal affichait un taux d'occupation des chambres de 12,7 % en juin 2020, en baisse de 71 % par rapport à 2019. Les revenus ont fondu de 93 %!

Quant à notre secteur hôtelier, il maintient son achalandage touristique habituel. Cependant, selon le directeur du service de développement économique du CLD Brome-Missisquoi, la subite disparition des congrès, foires commerciales et autres rassemblements d'affaires risque de lui faire beaucoup de mal.

Restera à voir l'impact de l'aide provinciale de 446 millions de dollars pour les établissements d'hébergement et les attraits touristiques. Par ailleurs, la main d'œuvre pourra-t-elle se convaincre que les hôtelleries sont dorénavant sécuritaires et retourner au travail?

Les commerces de la rue principale à Bedford

Guy Paquin

Les petits commerçants ayant pignon sur rue ont eux aussi souffert de la COVID-19. Le 23 mars dernier, le gouvernement Legault décrétait la fermeture de tous les commerces non essentiels. Initialement, cette mesure devait durer jusqu'au 13 avril mais, devant la progression rapide de l'infection, les autorités ont décidé de la prolonger jusqu'au 4 mai.

Vrac dans l'Sac

Certains commerçants n'avaient d'ailleurs pas attendu la décision des autorités pour fermer leurs portes. C'est le cas de Vrac dans l'Sac, épicerie bio de la rue Principale de Bedford. « Quand la pandémie a commencé, rappelle Dominique Martel, une des associées de l'épicerie, nous avions déjà modifié nos pratiques pour prévenir la diffusion de l'infection. »

C'est ainsi que dès le début, en mars, le commerce a refusé que la clientèle utilise ses propres sacs ou autres récipients pour y déposer leurs achats. « Nous fournissions des sacs de papier brun recyclable aux clients. Mais, le 20 mars, quand nous avons vu l'ampleur de l'épidémie, nous avons pris la décision de fermer tout bonnement. »

On s'est donc adapté, en prenant les commandes téléphoniques et par courriel. Le paiement se faisait par carte de crédit sans contact, le client communiquant son numéro de carte en même temps que sa commande. Et, à l'étonnement des proprios, il n'y eut aucun fléchissement des affaires.

« Nous avons une clientèle en or, s'exclame Dominique Martel. Elle a continué à faire ses achats chez nous et la demande pour certains produits était telle que nous avons dû rationner la farine et la levure, par exemple. »

Vrac dans l'Sac a rouvert ses portes le 16 juin, avec les précautions d'usage, masques et interdiction de fournir ses récipients. Les produits désinfectants bios ont la cote, surtout les savons et les nettoyants pour surfaces. Selon la copropriétaire, le chiffre d'affaires dépasse même de 20 à 25 % les prévisions.

Chouquette et Amandine

À la boulangerie-pâtisserie Chouquette et Amandine, on a dû modifier considérablement la mise en marché pour traverser la crise. « Au plus fort de la pandémie, vers le milieu mars, explique Maxime Thibault, copropriétaire avec sa conjointe Valérie Larose, nos ventes étaient en chute libre. Même si on a considéré notre commerce comme une épicerie et que, pour cette raison, nous n'avons pas eu à fermer, le public n'était plus au rendez-vous. »

Maxime Thibault constate tout de même que les gens aimeraient avoir les pains et pâtisseries de la boutique, mais sans avoir à y aller. Il décide alors de se transformer en garçon livreur et fait des « runs » dans les municipalités environnantes. « Le prêt-à-manger a beaucoup aidé. Au final, après le choc initial, les ventes sont meilleures que prévu. »

Cependant, la boulangerie-pâtisserie n'a eu droit à aucune subvention. « Pour y avoir accès nous aurions dû présenter nos chiffres de ventes et tous nos états financiers des années passées. Impossible! Nous n'existons que depuis décembre 2019. Il a donc fallu licencier un de nos employés. »

Pizzéria Bedford

Peter Iriotakis est propriétaire de la Pizzéria Bedford depuis que le père Noé naviguait. Mais il n'avait jamais fait face à une pandémie et elle a fait mal. « On a dû fermer la salle à manger le 15 mars. Le premier mois, on a perdu 60 % de nos revenus. On faisait toujours la livraison et la vente au comptoir, mais la fermeture de la salle a grugé le chiffre d'affaires. »

Depuis, la Pizzéria a rouvert en juin mais il manque l'apport estival habituel : les touristes américains. Et le resto a réduit ses heures d'ouverture : au lieu de 7 heures à 23 heures, il est ouvert de 8 heures à 21 heures.

Pub Le Belvédère

Karine Guy, propriétaire du pub Le Belvédère, toujours sur la rue Principale de Bedford, a aussi trouvé le temps long. « On a été obligés de fermer le pub pendant trois mois, du 15 mars au 15 juin. C'est une perte sèche assez pénible. Mais depuis la réouverture, la clientèle est de retour et ça va bien. »

Pour garder sa trésorerie à flot, la propriétaire a demandé et obtenu l'aide fédérale aux entreprises. Le compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) offre un prêt sans intérêt de 40 000 $, remboursable en décembre 2022. Karine Guy a aussi obtenu de l'aide fédérale pour couvrir jusqu'à 75 % des salaires de ses employés. « C'est ça qui m'a permis de passer au travers de la tempête. »

Animalerie Bedford

Animalerie Bedford a aussi demandé et obtenu l'aide du CUEC. « Nous avons touché le maximum, soit 40 000 $, explique Hugo Deragon, copropriétaire avec sa conjointe Brigitte Lavoie. Nous avons jusqu'à la fin 2022 pour rembourser et si nous le faisons, non seulement nous ne payons aucun intérêt mais nous n'aurons à payer que 30 000 $ des 40 000. » Cette aide a permis de maintenir en poste l'employé à temps plein dans la boutique.

Comme elle était considérée comme essentielle, l'animalerie n'a pas eu à fermer. « Nous vendons de la nourriture pour les animaux et cela nous a évité la fermeture. Et à cause de la pandémie, beaucoup de gens préfèrent éviter les grandes surfaces. On a donc une augmentation des affaires de 12 à 13 % en regard de l'an dernier. »

Familiprix

La pharmacie Familiprix de la rue Adhémar-Cusson est bien entendu restée ouverte pendant la pandémie parce qu'elle était considérée comme essentielle. Cependant, selon Ghilda Bigdeli-Azari, copropriétaire, il y a tout de même eu une baisse des revenus anticipés. « Notre rayon des cosmétiques accuse un recul sensible. »

Il y a eu une période d'adaptation avec installation de plexiglas, limite d'accès à la pharmacie et au labo, service à l'auto et commandes téléphoniques. La pharmacie offre un service de livraison gratuite.

« Nous avons demandé l'aide fédérale aux entreprises, mais on nous l'a refusée. Nous avons donc offert à nos employés notre aide personnelle, une augmentation de deux dollars l'heure pour les encourager à rester au front. » À la guerre comme à la guerre!

Coiff&Nous

Le salon de coiffure, d'esthétique et de massothérapie Coiff&Nous a perdu deux mois de revenus, selon Christine Bergeron, une des trois personnes associées dans cette entreprise de la rue Principale. « On a dû fermer du milieu mars au premier juin. Depuis, les choses vont un peu mieux qu'avant et c'est parce que deux salons concurrents ont fermé leurs portes. » Le malheur des uns, comme on dit, fait le bonheur des autres.

Vélo Évasion Sports Excellence

Le magasin d'articles de sports Vélo Évasion n'a pas eu à fermer. « Nous faisons la réparation et l'entretien des vélos, explique Vincent Tougas, propriétaire. On nous a considéré comme service essentiel sauf pendant une semaine où nous avons dû fermer. Nos services vente et entretien de vélos marchent encore plus fort que l'an dernier, j'imagine parce que le vélo est une activité permise. »

Par contre, de l'aveu du proprio, la vente d'équipements sportifs est en baisse. « Ça s'explique facilement : les sports d'équipe n'ont évidemment pas la cote. »

Portez un masque

Lavez vos mains

Gardez vos distances

Le virus se transmet d'une personne à une autre par le contact avec les gouttelettes infectées qui sont projetées dans l'air quand une personne infectée parle, tousse ou éternue. Ces gouttelettes contaminées peuvent être projetées à une distance de deux mètres et atteindre des personnes qui sont à proximité.

Le virus peut aussi se transmettre par les surfaces ou les objets contaminés. Les gouttelettes projetées par une personne infectée peuvent se déposer sur des surfaces et le virus peut y survivre de quelques heures à quelques jours. Une personne infectée peut aussi contaminer ses mains en touchant son visage, augmentant ainsi le risque de contaminer les surfaces qu'elle touche. Les personnes qui toucheront ces surfaces ou ces objets contaminés pourront contaminer leurs mains. Et si elles les portent ensuite à leur visage, elles pourraient s'infecter.

En maintenant une distance de deux mètres avec les autres en tout temps, en lavant ses mains souvent et en portant le masque, on réduit le risque de contamination.

On continue de bien se protéger.

Québec.ca/coronavirus

1 877 644-4545

Votre gouvernement

Québec

Wear
a mask

Wash
your hands

Keep your
distance

The virus is primarily transmitted from person to person by contact with contaminated droplets released into the air when an infected person talks, coughs or sneezes. These contaminated droplets can travel up to two metres and reach people nearby.

The virus can also be spread by contact with contaminated surfaces or objects. Droplets expelled by an infected person can land on surfaces, and the virus can survive there anywhere from several hours to several days. An infected person can also contaminate their hands by touching their face, thereby increasing the risk of contaminating surfaces they touch. Other people who touch these surfaces or objects can contaminate their hands. And if they then bring them to their face, they can infect themselves.

By staying two metres away from others at all times, washing your hands often and wearing a mask, we can reduce the risk of contamination.

Let's continue to protect ourselves.

Québec.ca/coronavirus

1 877 644-4545

Votre gouvernement

Québec

Bonduelle, la COVID et la PCU

Guy Paquin

Malgré l'arrivée de plus de 80 Guatémaltèques en juin à son usine de Bedford, Bonduelle est toujours en pénurie de travailleurs. Selon Stéphane Deguire, spécialiste des ressources humaines pour l'entreprise, il reste encore 30 postes à combler. Et, croit-il, la COVID n'aide certainement pas.

« Le paradoxe, c'est que le taux de chômage est en hausse, à cause des ravages de la COVID, mais que ça n'a jamais été plus dur d'embaucher, encore à cause de la COVID », estime celui qui se décrit comme un « spécialiste d'acquisition de talents ».

Que la pandémie ait entraîné la hausse du taux de chômage, cela se comprend facilement. Ce qui est apparemment plus compliqué à saisir, c'est la difficulté accrue d'embaucher alors que tant de personnes sont en panne d'emploi.

« Nous recevons moins de C.V. qu'avant la COVID, croit M. Deguire, parce que beaucoup de gens préfèrent recevoir la prestation canadienne d'urgence (PCU) et rester à la maison que de retourner tout de suite au travail. »

Ce point de vue contredit la perception de Denis Beauchamp, directeur du service de développement économique du Centre local de développement (CLD) de Brome-Missisquoi, qui nous a affirmé que la PCU n'avait pas vraiment d'impact sur les entreprises et leur capacité à embaucher du personnel.

Quoi qu'il en soit de ce débat, Bonduelle a besoin de monde et encore plus que d'ordinaire. Pourquoi? La COVID, encore et toujours.

La demande pour les aliments congelés de l'entreprise est en hausse depuis le début de la pandémie. « Nous vendions régulièrement aux institutions et aux restaurants mais là, c'est le consommateur qui veut du surgelé. » C'est que le légume frais n'est généralement pas emballé ce qui peut, d'après la perception du public, transmettre le coronavirus par suite de manipulations par des personnes infectées. Pas le surgelé, pense-t-on.

Séduire les chômeurs et les autres

Bonduelle met la dernière main à un programme de publicité choc pour attirer de nouveaux travailleurs à son usine de Bedford. On verra bientôt des camions porteurs de publicité circuler à Cowansville, Farnham et Saint-Jean dans le but

de convaincre les gens d'y travailler.

« Nous avons beaucoup d'atouts, assure M. Deguire. Nous sommes en croissance, donc les postes à pourvoir sont stables et durables. Nous ne demandons aucune expérience préalable et nous formons nous-mêmes les candidats. »

L'homme reconnaît que le peu de différence monétaire entre les salaires versés aux travailleurs de l'usine et le montant de la PCU peut expliquer qu'on ne se bouscule pas aux portillons pour l'instant. « Ça et les vacances d'été » ajoute-t-il.

Pourtant, le légume, lui, n'attend pas. Le petit pois, par exemple. Ce capricieux exige qu'il ne s'écoule pas plus de quatre heures entre sa récolte et toute la transformation industrielle qu'il doit subir, cuisson, emballage etc. Sans compter que la saison des pois ne dure que six semaines. D'où l'embauche des travailleurs guatémaltèques et la recherche frénétique des trente talents manquants.

Bonduelle en deux mots

Bonduelle emploie 14 500 personnes dans le monde, dont 3 000 en Amérique, 1 400 occupant un poste permanent. Elle réalise un chiffre d'affaires de 450 millions d'euros (700 millions de dollars canadiens) sur notre continent. Selon la fiche du journal *Les Affaires*, elle emploie 710 personnes au Québec et son chiffre d'affaires annuel y est de 515 millions de dollars.

Le cas Omya

Guy Paquin

On ne s'adapte pas à la pandémie de COVID-19 de la même façon selon qu'on est la pharmacie du coin ou une multinationale comme Omya. Cette dernière a 180 installations dans le monde, est présente dans 50 pays et emploie 8 000 personnes.

À Saint-Armand, l'entreprise a une unité d'extraction de carbonate de calcium et de production de poudres diverses dont les clients d'Omya font des engrais, des plastiques, de la peinture, du mastic ou du caoutchouc. L'unité de production emploie directement 19 personnes et 12 employés sous-traitants. Selon William Delahaye, directeur de l'usine, quand la pandémie a frappé, on était prêt à réagir.

« Lorsque le gouvernement du Québec a annoncé la fermeture de toutes les activités non essentielles, nous n'avons à aucun moment cédé à la panique. Le groupe OMYA est une société européenne avec des activités partout dans le monde. Nous avons donc été confrontés à cette problématique un peu plus tôt dans les pays asiatiques et européens.

« Nous avions donc déjà un plan très global de défini par le groupe mais qu'il a fallu décliner selon la règlementation et les mesures prises dans chaque pays. Nos segments de marché étant très diversifiés, nous savions qu'une partie de nos clients fermeraient mais que d'autres resteraient en activité comme services essentiels. De ce fait, nous avons aussi été définis comme service essentiel et avons donc pu rester ouverts.

« J'ai réuni toute mon équipe de cadres et c'est ensemble que nous avons mis en place la stratégie pour continuer à servir nos clients restés en opération, avec toujours les mêmes exigences de qualité. »

Cela dit, il a bien fallu se rendre compte que la demande pour certains produits fléchissait. « Oui, bien entendu, nous avons subi un ralentissement des affaires pendant les deux mois d'arrêt des activités non essentielles. Une bonne proportion de nos clients a été contrainte d'arrêter ses opérations. Nous avons donc été forcés de réduire le personnel de production d'environ 50 %. »

« Nous avons mis en place la PCU (prestation canadienne d'urgence) de façon graduelle pour notre personnel de production puisque nous ajustions semaine par semaine nos besoins en effectifs selon le programme des expéditions. La démarche pour faire la demande de PCU était complètement prise en charge par nos services de ressources humaines. »

Mesures sanitaires

Pour ceux et celles qui continuaient le travail, des mesures de protection ont été mises en place.

« Les consignes du port du masque ont très vite été appliquées. Notre service qualité et sante sécurité a travaillé en étroite collaboration avec la production, la maintenance et les expéditions pour réviser toutes nos procédures afin de déceler les points à risques de propagation du virus dans nos habitudes de travail. Nous avons la chance de travailler dans un groupe avec une organisation et des outils informatiques performants qui étaient déjà à notre disposition avant la pandémie pour pouvoir travailler à distance. J'ai donc encouragé tout le personnel cadre pouvant travailler à distance de se rendre au minimum sur le site et de travailler depuis la maison. Toutes ces mesures sont encore en vigueur. »

Yonas et Estella

Nathalia Guerrero Vélez

Yonas Haile Tesfamarian, l'un des milliers d'immigrants qui ont travaillé au front pendant la crise de la COVID-19 au Québec, est à l'emploi de l'épicerie IGA de Sutton. Ce jeune Érythréen a parcouru des milliers de kilomètres à pied entre son pays d'origine et Israël pour, dans sa quête de sécurité et de tranquillité, s'installer finalement dans notre région en 2018.

Depuis le mois de mars dernier, il fait partie des milliers d'employés considérés comme essentiels et dont le travail dans les épiceries a permis d'assurer l'approvisionnement en nourriture à la population durant la crise sanitaire. « Je suis quelqu'un qui travaille très fort et, pour cela, le gérant du magasin m'apprécie beaucoup », confie au *Saint-Armand* ce jeune immigrant au sourire accueillant.

Comme beaucoup d'autres Érythréens, il a quitté son pays à l'âge de 18 ans afin d'échapper aux militaires qui voulaient le recruter et de garantir sa sécurité et celle de sa famille. Parti à pied, il s'est retrouvé, quelques centaines de kilomètres plus loin, dans un camp de réfugiés du Soudan pour repartir, un mois plus tard, en direction d'Israël en passant par l'Égypte. Dans ce dernier pays, il a eu affaire à des Bédouins qui voulaient le vendre, comme ils le font avec des milliers d'autres Africains. « J'ai dû appeler mon frère qui se trouvait en Israël et avec l'argent qu'il m'a envoyé, j'ai pu sauver ma vie », explique-t-il. Il a poursuivi son périple des semaines durant pour se rendre finalement à

Tel-Aviv où il a rejoint son frère. Il y a travaillé durant sept ans tantôt dans l'industrie de la construction, tantôt dans des supermarchés, mais il ne se sentait ni à l'aise ni bien traité par les gens de la place.

Pour des questions de papiers d'identité, son frère Yowhanes a dû quitter Israël. Il a perdu la vie alors qu'il cherchait à se rendre en Italie en traversant la mer Méditerranée à partir de la Libye. Yonas apprend alors que son frère avait entamé le processus d'immigration vers le Canada et que la personne qui avait été prête à le parrainer acceptait de s'occuper de lui.

C'est ainsi que, de façon imprévue et inattendue, en 2018, il a pris l'avion pour la première fois et s'est rendu au Québec. Résidente de Sutton, la sœur du prêtre qui l'avait parrainé l'a reçu chez elle. « Au début, je me demandais où étaient les gens, je ne les voyais pas! Je ne voyais que des arbres! Tranquillement, je me suis aperçu que la vie ici était très différente de celle que j'avais connue en Israël ou en Afrique, confie-t-il. Je m'ennuyais beaucoup de mes amis et de ma famille, toutefois je crois que comme ça je me suis habitué à traverser des épreuves. »

Quelques mois plus tard, le jeune homme s'est trouvé un appartement et a commencé à apprendre le français au cégep de Granby. N'ayant pas encore de permis de conduire valide, il lui a fallu, de même que ses compagnons, faire preuve d'imagination pour trouver des personnes prêtes à le conduire à Granby du lundi au vendredi et ainsi compléter sa francisation. La fin de semaine, il a commencé à travailler au IGA de Sutton en tant que commis et c'est ainsi que, quand la pandémie a frappé, il s'est retrouvé au front comme travailleur essentiel. « La période de crise a vraiment été difficile pour nous. Si un employé ressentait un malaise, il devait s'absenter pendant deux semaines et nous, les autres employés, on devait travailler beaucoup. J'ai aussi remarqué une augmentation importante des clients et des achats, surtout du papier mouchoir et du papier hygiénique au début de la crise, c'était la folie! », raconte-t-il.

Au cours de ses deux années passées dans la région, il dit avoir rencontré quelques personnes fermées et racistes, mais que cela ne représente pas la majorité de la population. « Il y a beaucoup de personnes qui m'ont aidé depuis mon arrivée; j'aime vivre ici et j'aime la neige! » ajoute celui qui fait également partie de l'équipe de soccer de Sutton.

Malgré les moments difficiles qu'il a traversés, Yonas a toujours un grand sourire aux lèvres, signe d'une grande force intérieure. Il a comme projet de compléter ses études secondaires pour suivre ensuite une formation professionnelle comme plombier ou électricien. « Dans ma tête, je sais que je ne pourrai jamais retourner dans mon pays, mais je vais m'installer ici et un jour, je pourrai revoir ma famille dans un pays autre que le mien », confie-t-il avec nostalgie.

* * * * * * * * * * * *

Estella Nsengiyumva est arrivée à Montréal du Burundi, son pays d'origine, en février 2007. Elle raconte qu'il faisait tellement froid cet hiver-là qu'elle a failli retourner chez elle et ne plus jamais revenir, mais elle a décidé de rester car elle aime relever des défis.

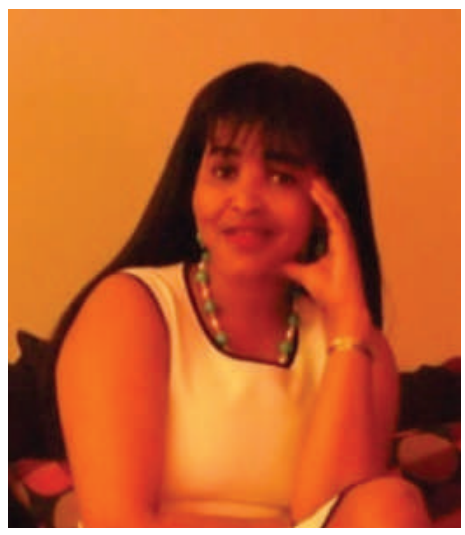
Depuis le mois de mars, elle travaille à Cowansville pour la Coopérative de soutien à domicile du Pays des Vergers en tant que coordonnatrice des ressources humaines. C'est dans son tout nouveau poste qu'elle a dû affronter la crise de la COVID-19. « Ça a été une vraie chance pour moi de pouvoir trouver un emploi pendant la pandémie. Comme la Coop fait partie des services considérés comme essentiels, nous n'avons jamais fermé et nous avons continué à offrir notre soutien à des personnes dans le besoin », explique-t-elle.

Tout récemment arrivée dans la région de Brome-Missisquoi, elle a vécu à Montréal pendant plus de dix ans avant de se laisser charmer par les attraits de la vie à la campagne. C'est d'ailleurs tout à fait par hasard qu'elle est arrivée dans la région.

À Bujumbura, la capitale du Burundi où elle est née et a grandi, elle avait travaillé dans la gestion du personnel. Une fois à Montréal, elle a complété un baccalauréat en gestion des ressources humaines et a ensuite travaillé pour des entreprises comme Bell Canada ou des organismes comme la Chambre de commerce de Montréal. « Je voulais apprendre les lois du travail d'ici; l'école des hautes études commerciales m'a permis de travailler le jour et étudier le soir pour ainsi pouvoir payer mes études », confie-t-elle.

Durant l'été 2019, désireuse de prendre des vacances au bord d'un lac paisible, elle fait quelques recherches sur Internet et découvre le lac Brome. Elle tombe tout de suite en amour avec la région et décide de s'y installer. « Je trouvais que les gens à la campagne étaient très accueillants et j'ai perçu davantage la chaleur et le contact humain qu'on retrouve moins dans les grandes villes, ajoute-t-elle. Cela me manquait beaucoup et m'a fait penser aux voisins de mes parents où on pouvait rentrer sans avoir pris rendez-vous ».

À la fin de l'été, elle s'installe à Lac-Brome et trouve un travail de transition comme caissière au IGA de Knowlton, en attendant de pouvoir accéder à un poste adapté à ses compétences et à ses expériences de travail. « C'est vrai que les gens d'ici sont chaleureux mais aussi méfiants et souvent ils pensent que nous, les immigrants, n'avons pas les compétences requises. Ce n'est pas facile pour nous de trouver des emplois convenables. Nous devons travailler le double et s'efforcer le double pour réussir », estime celle qui, en quelques mois, a appris l'anglais par elle-même afin d'améliorer ses chances d'obtenir des postes intéressants. « Dans les médias à l'étran-



ger, on vante le Québec et le Canada comme s'il y avait du travail et que les gens qualifiés sont recherchés. Mais ici la réalité ne reflète pas la publicité. Il faut arrêter les préjuges et nous donner la chance de mettre en pratique notre savoir-faire et savoir-être avant de juger nos compétences », conclue-t-elle.

À Montréal, alors qu'elle travaillait comme conseillère à l'emploi, elle avait compris que, bien souvent, on n'affichait pas les emplois et que le recrutement des postes clés se faisait de bouche à oreille. C'est ainsi que, en mars 2020, après avoir entendu dire que la coopérative de soutien à domicile cherchait des employés, elle a décidé de s'informer et a été embauchée tout de suite après l'entrevue. « Je dis souvent aux immigrants, rappelle-t-elle que quand nous sommes à la recherche d'un emploi, il faut aller vers les gens et leur parler; le réseautage est le meilleur moyen pour trouver des bons postes. »

À son nouvel emploi, elle a dû faire face à des défis liés, entre autres choses, à la pandémie, mais elle a su s'adapter. Elle dit aimer beaucoup son travail car en plus de mettre à profit ses compétences, elle a le sentiment de contribuer à sa communauté.

Bien qu'elle s'ennuie beaucoup du soleil burundais, de sa famille et de ses amies, elle compte rester dans la région. « C'est vrai qu'ici il y a moins d'opportunités de travail mais il y a aussi moins de concurrence, en plus de la paix et de la tranquillité, et cela n'a pas de prix », rappelle-t-elle. En l'écoutant, on a nettement l'impression qu'elle a trouvé sa place.

La fibre arrive !

Pierre Lefrançois

Laurence Nadeau et Laurent Gigon, de Saint-Armand, ont encore du mal à réaliser que la fibre optique est bel et bien arrivée et que, selon leurs dires, c'est encore mieux que ce qu'ils avaient à Montréal, en termes de vitesse et de largeur de la bande passante! Depuis le 26 juin, ils ont accès au réseau de fibre optique que l'organisme à but non lucratif (OBNL) IHR Télécom est à déployer dans la région : 300Mb/s en téléchargement et 30Mb/s en téléversement, 300 Go de bande passante… le tout pour 70,95$ par mois. Du jamais vu par ici!

Jusque-là, leur maison à la Falaise n'était qu'une résidence secondaire où ils ne pouvaient passer que quelques mois par année, vu la mauvaise connexion Internet. « Nous sommes tous les deux travailleurs autonomes, abonnés au télétravail, explique Laurence. On ne pouvait avoir une connexion Internet suffisante pour travailler ici. » « Au début des années 2000, précise Laurent, on avait une connexion par modem. Puis Bell a offert la DSL, qui constituait déjà une amélioration. Mais en raison de la vétusté du réseau, les résultats laissaient à désirer. Ça se détériorait d'année en année et on ne pouvait pas vraiment travailler ici. » Ils ont tout essayé et, même en dépensant une fortune, ils n'arrivaient pas à disposer d'une connexion satisfaisante.

Puis la pandémie est arrivée. Mi-mars, c'est le confinement et ils débarquent à la Falaise avec leurs enfants et leurs ordinateurs portables. « Quand Laurence et moi étions à nos ordis et les enfants à leurs tablettes, il était pratiquement impossible de travailler. Ce qui me demandait normalement une demi-heure de travail devenait une tâche interminable de quelques heures durant lesquelles j'avais souvent envie de lancer mon laptop à bout de bras… »

Depuis le 26 juin, tout a changé. Ils envisagent la possibilité de passer beaucoup plus de temps ici qu'à Montréal. « J'ai une meilleure connexion ici, s'étonne Laurent. On aurait dû avoir accès à cette technologie il y a au moins cinq ans! » Il a certes raison. Non seulement les grandes entreprises de télécom n'ont jamais accepté de déployer la fibre dans les milieux à faible densité de population, mais en plus, ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour en retarder le déploiement. Quand je mentionne à Laurent qu'il y a des personnes qui songent même à intenter un recours collectif contre Bell et consorts pour avoir mis autant d'entraves à la venue de ce réseau de fibre optique, il me dit : « Ils le mériteraient certainement! »

Un recours collectif?

Les grandes entreprises de télécom n'ont pas hésité à construire des réseaux de fibre optique dans les villes et les régions à forte densité de population parce que les abonnements permettaient une rentabilisation rapide de leur investissement. Les actionnaires de ces entreprises sont cependant moins chauds à l'idée d'en faire autant en milieu rural, où la rentabilité est plus lente à se manifester.

C'est pourquoi les gouvernements du Canada et du Québec ont décidé d'investir des sommes colossales pour permettre à des organismes comme IHR de déployer la fibre dans les milieux ruraux mal desservis. IHR a obtenu environ 20 millions des deux paliers de gouvernement pour concevoir et déployer un réseau de fibre optique sur les infrastructures, c'est-à-dire le réseau de poteaux existant qui, dans notre région, appartient principalement à Bell Canada et à Hydro-Québec. Régie par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), la loi canadienne oblige les propriétaires de telles infrastructures de soutènement à y autoriser le passage d'autres services publics selon un certain protocole et un ensemble de normes techniques.

Or, selon un mémoire* présenté au CRTC par la Fédération québécoise des municipalités (FQM), dans toutes les régions rurales où la fibre optique est en cours de déploiement, on retrouve le même scénario : les travaux ont pris beaucoup de retard en raison des entraves systématiques et déraisonnables posées par les propriétaires de poteaux.

C'est le cas, notamment, dans les MRC d'Argenteuil, d'Antoine-Labelle, de Brome-Missisquoi, du Haut-Saint-François, de la Matawinie, des Jardins-de-Napierville, du Haut-Saint-Laurent, de Vaudreuil-Soulanges, etc.

Dans Brome-Missisquoi, la MRC, plusieurs conseils municipaux, de même que des citoyens concernés ont fait des pressions auprès des élus provinciaux et fédéraux afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour faire cesser ces entraves inacceptables.

La rumeur commence d'ailleurs à courir voulant que des citoyens exaspérés parce que privés d'un service jugé essentiel, surtout en période de pandémie, songent à intenter un recours collectif contre les propriétaires d'infrastructures de soutènement dans le but d'obtenir une compensation financière.

Selon Étienne Gingras de la Société de développement de Saint-Armand : « Si les gouvernements ne font rien pour mettre au pas les propriétaires de poteaux, les retards seront très importants dans le déploiement de la fibre. Plus de 30 mois après l'octroi du mandat à IHR, avec quelque vingt millions d'argent public à la clé, il reste encore 1200 km de fibre à déployer dans Brome-Missisquoi! » Bell Canada est le principal responsable de ces retards.

* Mémoire de la FQM, présenté le 5 mai au CRTC dans le cadre de l'Avis de consultation 2019-406 sur les obstacles potentiels au déploiement de réseaux :
https://journalstarmand.com/memoire-fqm-5-mai-2020

EN SE REGROUPANT ON FAIT LE POIDS

Productivité et prospérité compromises

Robert Gagné dirige le Centre sur la productivité et la prospérité de l'école des Hautes études commerciales (HEC) de Montréal et enseigne, depuis quelques dizaines d'années, les méthodes de gestion des entreprises et organismes publics. C'est aussi un citoyen de Brome-Missisquoi. Étonné que le déploiement de la fibre optique tarde tant à aboutir dans la région, il s'est penché sur la question et a fait part au *Saint-Armand* de ses découvertes et de ce qu'elles représentent aux yeux d'un expert en gestion comme lui.

Le Saint-Armand : Vous avez vivement critiqué la stratégie d'affaires de Bell dans *La Presse*.* Pouvez-vous expliquer pourquoi vous considérez que « Bell a adopté une stratégie commerciale digne d'un autre siècle » ?

Robert Gagné : Les services de distribution électrique, de téléphonie, de télévision et de connexion Internet passent tous par un même réseau de poteaux. Or, Bell est propriétaire d'une importante partie de ce réseau. Par conséquent, il lui est possible de poser toutes sortes d'entraves administratives pour contrer le passage de la fibre sur certains poteaux et on peut constater qu'elle ne s'en prive pas.

Quand j'ai commencé à m'intéresser à ce dossier, j'ai bien sûr parlé avec les gens d'IHR** et j'ai vite compris que ce qu'ils me décrivaient était confirmé par plein d'autres MRC, municipalités, OBNL ou coopératives impliquées dans le déploiement de la fibre optique. C'est pareil partout où Bell est propriétaire des poteaux. C'est ridicule et pathétique!

En fait, cette attitude révèle que les gestionnaires de Bell manquent de confiance en leur propre technologie et qu'ils en sont réduits à empêcher leurs concurrents de faire ce qu'eux ont décidé de ne pas faire. C'est une stratégie vouée à l'échec parce que la fibre va inévitablement passer, sur leurs poteaux ou autrement, tout simplement parce que c'est la meilleure chose à faire.

Si j'étais actionnaire de Bell, ce que je ne suis pas, je m'inquièterais pour la valeur de mes actions et je poserais des questions aux gestionnaires de l'entreprise.

Le Saint-Armand : Pouvez-vous préciser en quoi le service de téléphonie traditionnelle, les lignes fixes et la télé par satellite sont des technologies dépassées ?

Robert Gagné : La réponse est très simple. Chez-nous, on est trois personnes et on a chacun notre téléphone cellulaire. Je n'ai plus de ligne « dure », je ne vois pas à quoi ça servirait. Quant à la télé, j'aime bien pouvoir regarder un film ou une émission d'information quand ça me convient, pas quand le diffuseur a décidé de programmer la chose.

Le Saint-Armand : Voyez-vous des problèmes à l'accès internet par les technologies sans fil par cellulaire ?

Robert Gagné : Il peut y avoir des problèmes de congestion des réseaux. C'est pourquoi les fournisseurs spécifient dans leurs contrats qu'ils ne peuvent pas garantir la vitesse de transmission. On a vu d'ailleurs que, durant le confinement généralisé, les réseaux ont été sursollicités. Je ne suis pas un ingénieur spécialiste de ces choses, mais on a pu constater que ces réseaux sont plus fragiles et plus vulnérables à la congestion que les réseaux de fibre optique.

Le Saint-Armand : Selon vous, la pandémie a-t-elle rendu le besoin de la fibre optique encore plus criant qu'auparavant ?

Robert Gagné : On le voit, on peut l'observer, même une fois déconfinés, on constate que le télétravail est bel et bien entré dans les habitudes des travailleurs et des entreprises, et qu'il est là pour rester. Des personnes et des entreprises se sont équipées en fonction de cette nouvelle donne. Plusieurs chefs d'entreprises m'ont confié que, lorsque la pandémie sera derrière nous, ils n'envisagent pas de revenir en arrière à l'égard du télétravail. Cela sollicite les réseaux et crée la nécessité d'en disposer qui soient suffisamment efficaces et robustes pour soutenir la demande accrue : téléconférences à plusieurs personnes, accès à distance à des réseaux sécurisés, etc.

Il ne faudrait tout de même pas qu'on ait à programmer nos téléconférences à trois heures du matin pour éviter la congestion des réseaux, n'est-ce pas? Il serait plus sage d'investir dans de bons réseaux.

Robert Gagné

Le Saint-Armand : Pensez-vous vraiment que le gouvernement canadien et le CRTC jouissent des pouvoirs nécessaires pour mettre au pas les propriétaires et gestionnaires d'infrastructures de soutènement ?

Robert Gagné : La réponse est oui. Ils sont souverains, ils ont été élus pour exercer le pouvoir, ils sont redevables devant les contribuables. Je ne suis pas un expert en droit des télécommunications, mais je constate que les choses ne fonctionnent pas correctement à l'heure actuelle. Soit que la réglementation est inadéquate ou qu'elle est mal appliquée, dans les deux cas il appartient à l'assemblée des élus d'agir et ils disposent de tous les pouvoirs pour le faire. Ils sont les législateurs : ils pourraient, par exemple, décider demain matin d'exproprier les poteaux de Bell.

Le Saint-Armand : Nos sources nous indiquent que des comités d'élus (à Ottawa comme à Québec) et d'acteurs de l'industrie des télécoms (comme Bell) se penchent actuellement sur le dossier des obstacles au déploiement de la fibre en territoire à faible densité de population. Avez-vous des conseils à donner aux élus qui doivent travailler avec les propriétaires et gestionnaires d'infrastructures de soutènement ?

Robert Gagné : Je dirais aux élus de ne plus s'asseoir avec ces gens-là pour discuter de ce qu'il faudrait faire ni de comment il faudrait le faire. La demande est là, l'argent est là, les entrepreneurs sont sur le terrain et prêts à agir, il faut maintenant imposer aux propriétaires de poteaux de faire ce qu'il faut. Qu'ils réparent leurs vieux poteaux pour qu'on puisse aller de l'avant. Ce n'est pourtant pas compliqué! C'est du niaisage, ce qui se passe en ce moment! Et tant que ça dure, les gens de Bell sont morts de rire : ils savent que ça ne peut pas durer, mais ils vont tout faire pour étirer la sauce et faire encore un peu d'argent.

À mon avis, si c'étaient de bons gestionnaires, ils auraient déjà décidé d'investir dans leur technologie, dans leur service à la clientèle, dans la qualité de leurs produits, au lieu de paralyser le déploiement de la fibre au détriment de milliers de personnes. Ce serait dommage que les politiciens se laissent prendre à ce jeu.

* Bell, un frein à la prospérité du Québec, *La Presse*, 11 juillet 2020 (https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2020-07-11/bell-un-frein-a-la-prosperite-du-quebec.php)

** Internet Haut-Richelieu, l'OBNL qui déploie la fibre optique dans la région

Nancy Retallack-Lambert : estampière généraliste

Paulette Vanier

Dès le moment où l'on met le pied chez Nancy Retallack-Lambert, on sait qu'on entre dans la maison d'une artiste (de deux en fait, puisque son époux, Michel Lambert, a été designer avant de devenir organisateur d'expositions internationales pour la ville de Montréal). L'art est là, tout autour mais sans ostentation. Comme un effleurement sur la peau, un enveloppement discret de l'être, impression étrange et fugace qui m'a habitée tout au long de l'entrevue. Il y a les œuvres de sa mère, Evelyn Barton-Retallack, artiste peintre dont le nom figure d'ailleurs dans *A Dictionary of Canadian Artists* publié en 1996 et qui, de toute évidence, a transmis son talent à sa fille, celles d'ami-e-s, le fauteuil en bois fabriqué par l'arrière-grand-père à partir d'un kit, un coussin recouvert d'un splendide patchwork repésentant un motif classique de la géométrie islamique posé dessus sans souci d'ordre, des vitraux suspendus au milieu de la pièce créant une fausse impression de division tout en y exaltant la lumière, puis une bibliothèque remplie de livres d'art qui, pour l'heure, cohabitent avec un tamia, invité indésirable dont il faudra pourtant bien se débarrasser un jour.

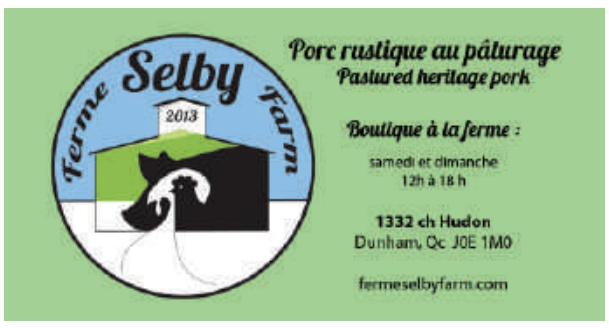
Michel Lambert

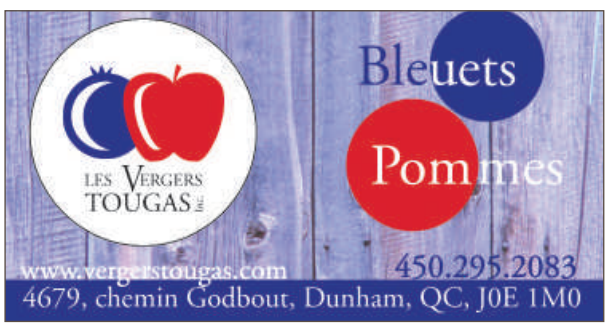
X 12 Gaspard

Dessin, peinture, sculpture, gravure, photographie, Nancy Retallack-Lambert s'intéresse à toutes ces disciplines avec une prédilection, toutefois, pour la gravure sur bois et l'eau-forte, d'où le fait qu'elle se qualifie d'estampière généraliste. Elle fait essentiellement de l'édition de gravures et des livres d'art (une centaine à ce jour), qu'elle réalise à partir de photographies et qui, achevés, sont déposés aux Archives nationales du Québec. Parmi eux *X 12 Gaspard*, livre accordéon comprenant douze représentations touchantes du petit-fils qui, laissé à lui-même sur une plage, expérimente et s'amuse avec une paille rouge. En filigrane, l'humour, que l'artiste dispense dans plusieurs de ses œuvres, comme ce grand dessin à la plume d'une paire de chaussures sur lequel de vrais lacets ont été ajoutés. Ça vous étonne et vous plante un sourire sur le visage.

Si elle s'est tournée vers l'enseignement, par nécessité autant que par intérêt, elle n'a jamais cessé pour autant de produire et a participé au fil des ans à une foule d'événements, biennales, triennales, expositions en solo ou à plusieurs. Depuis qu'elle est à la retraite, elle se consacre à temps plein à son art. « J'ai eu la chance, confie-t-elle, d'étudier la gravure aux côtés d'Albert Dumouchel qui m'a fait acheter tous les instruments nécessaires à cet art. Si je devais me les procurer aujourd'hui, il faudrait que j'aille carrément à Paris; ils sont introuvables ici, ou alors, en ligne, mais à gros prix. » Dans l'atelier, j'aurai d'ailleurs droit à un mini-cours en accéléré d'eau-forte : transfert d'une image sur une plaque de cuivre, gravure à l'aide d'un burin ou d'une pointe sèche, puis immersion plus ou moins longue dans un bain d'acide, selon l'effet recherché.

Elle travaille présentement à la réalisation d'œuvres destinées à la Biennale internationale d'estampe contemporaine de Trois-Rivières dont la 12e édition se tiendra à l'été 2021. Son thème, des oiseaux meurtris par des déchets de plastique traînant sur les plages, l'avant et l'après, l'avant, quand le vol était parfaitement assuré et le cou bien dressé, l'après, quand le plastique a fait ses ravages et que le corps se démantèle. Thème qui peut sembler morbide, mais l'exécution est tellement riche, tellement achevée qu'on ne peut s'em-





Michel Lambert

Dans la série des oiseaux

pêcher de voir, au-delà du tourment, la perfection d'une forme conçue pour des créatures dont la vocation est de voler.

Enfin, en primeur dans *Le Saint-Armand* (!), une illustration des cinq portes sur lesquelles l'artiste a travaillé tout un été sans discontinuer afin de leur donner une seconde vie - gravure en noir sur blanc d'un côté et en blanc sur noir de l'autre. Toujours en attente de leur destination - ou destinée - finale, elles se retrouveront peut-être un jour accrochées aux cimaises d'une galerie branchée de la métropole ou d'ailleurs.

Tout au long de l'entrevue, Nancy Lambert égrène ses propos de noms d'artistes, qui professeur, qui ami, qui connaissance, dont plusieurs me sont inconnus mais qui ont laissé leur marque sur le paysage québécois, voire à l'étranger. Outre Alfred Dumouchel, les Alfred Pinsky, Yves Gaucher, Monique Charbonneau de ce monde. Des noms d'écrivains aussi, notamment celui de Wallace Stevens, dont le célèbre poème *Thirteen ways of looking at a blackbird* lui a inspiré la série de gravures *Thirteen ways to look at a match* (treize manières de regarder une allumette), celui de Léandre Bergeron également, auprès duquel elle a étudié la littérature canadienne-française durant tout un été, et d'autres dont le souvenir m'échappe. Il faut dire que le discours est rapide, enflammé, elle a tellement de choses à dire et nous avons si peu de temps. Ce sont des décennies vécues dans la plus grande effervescence qu'on doit faire entrer de force dans deux petites heures d'une entrevue qui sera interrompue pour cause d'autres obligations. Et dans un texte de 850 mots qui en mériterait bien plus.

C'est ainsi qu'il nous faut passer sur les décorations au pochoir que l'arrière-grand-père a réalisées à la basilique Notre-Dame, sur Van Gogh et la découverte d'une autre peinture, sur Mimi, grande collectionneuse d'art, qui la pousse vers l'école des Beaux-Arts, où elle restera finalement cinq ans, sur Urte, l'amie allemande complètement nulle à l'école, mais artiste mur à mur, sur la décoration des vitrines du célèbre magasin Morgan de la rue Sainte-Catherine, sur sa rencontre avec la Société des Faux-Visages et les masques rituels des Iroquois, autant de récits qui mériteraient qu'on s'y arrête longuement.

À suivre dans le prochain numéro : Nancy Retallack-Lambert : pédagogue de l'art, ou quand l'art n'est pas du bricolage

Michel Lambert

Nancy Retallack-Lambert en rouge sur portes en noir et blanc

DES NOUVELLES DE LA BAIE MISSISQUOI

Pierre Lefrançois

Plages jonchées de poissons morts

En juin dernier, on a signalé la présence d'importantes quantités de poissons morts sur les rives de la baie Missisquoi à Venise-en-Québec et à Philipsburg. On a pu identifier diverses espèces, notamment des carpes et des brochets. On a également trouvé quelques oiseaux morts. Les autorités n'ont pas encore identifié la cause de ces mortalités massives.

Rappelons que, lors d'un épisode semblable en 2005, les analyses menées par le ministère de l'Environnement incriminaient une bactérie du genre *Flexibacter* alors que, en 2012, un autre événement concernait plutôt des cyanobactéries.

Des centaines de poissons morts le long d'une plage privée de Venise-en-Québec
Source image : OBVBM

Dur rapport du commissaire au développement durable

En juin, Paul Lanoie, commissaire au développement durable, lequel est attaché au bureau de la vérificatrice générale du Québec, déposait un rapport* dans lequel il fustigeait le ministère de L'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) ainsi que celui des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Il avait d'ailleurs fait la même chose dans son rapport précédent, publié en 2013.

Le commissaire semble penser que les gestionnaires de l'État se traînent sérieusement les pieds. Au chapitre trois de son rapport, qui porte sur la conservation des ressources en eau, il souligne les mêmes lacunes en matière de gestion des connaissances, d'engagement des ministères clés, de prise en considération des enjeux de l'eau dans la planification du territoire par le milieu municipal et d'information du public.

« Près de 20 ans après que le gouvernement du Québec ait fait de la gestion intégrée des ressources en eau une priorité, écrit-il, le MELCC n'a toujours pas mis en place une gestion des connaissances sur l'eau efficace et efficiente. » C'est pourtant là un principe de base en matière de gestion des affaires publiques : pour améliorer l'efficience de la gouvernance, il faut notamment produire, mettre à jour et partager des données et de l'information dans le but de guider, évaluer et améliorer les politiques.

« Un premier rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques a été publié par le MELCC en septembre 2014, poursuit Paul Lanoie, alors que la loi sur l'eau l'exigeait pour juillet 2014. Un deuxième rapport aurait dû être publié à l'été 2019. Toutefois, au moment de la réalisation de nos travaux, la rédaction du rapport était en cours et sa publication était reportée à décembre 2020 par le ministère, cette fois-ci près d'un an et demi plus tard que ce que la loi exige. (…) Le portail des connaissances sur l'eau a été lancé par le MELCC à l'été 2018, soit près de 10 ans après la création du Bureau des connaissances sur l'eau. Or, les connaissances présentes sur le portail ne sont toujours pas accessibles à l'ensemble de la population, bien que la loi sur l'eau prévoie le contraire. »

Le rapport souligne également que le MELCC néglige de coordonner l'action gouvernementale et que, à l'instar du MAMH, il démontre peu d'enthousiasme à appuyer pleinement les organismes de bassins versants. En janvier 2012, le MELCC mettait en place le comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau, composé de sous-ministres associés et adjoints, dans le but, notamment, d'assurer la cohérence des activités des ministères dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et, au besoin, de proposer à ces derniers et au gouvernement des mesures visant à améliorer cette cohérence. Ce comité a été aboli en décembre 2013. Lors du lancement de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030 en juin 2018, le gouvernement a annoncé la création du Conseil québécois de l'eau, toujours afin de favoriser l'harmonisation des efforts des différents acteurs. Deux ans après le lancement de la stratégie, le mode de fonctionnement du conseil n'était toujours pas défini et ses membres ne s'étaient pas encore réunis.

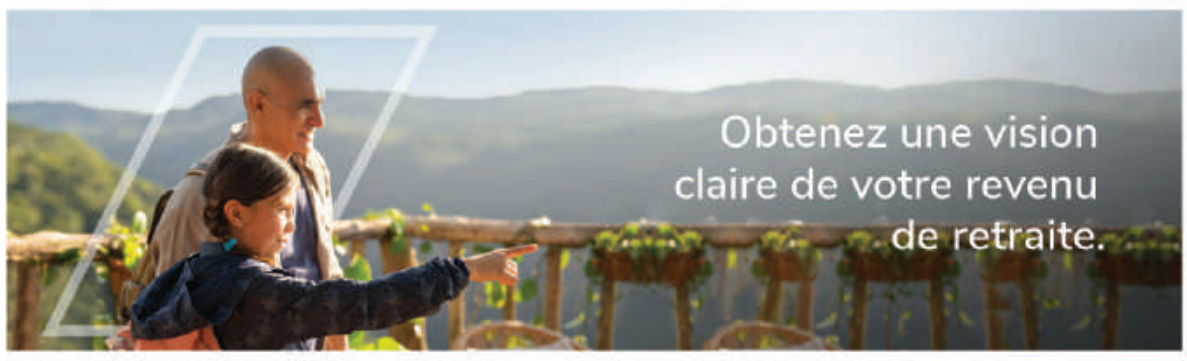
Le commissaire déplore la faible présence des représentants du MELCC et du MAMH aux rencontres des tables de concertation des organismes de bassins versants du Québec. Il reproche aussi aux gestionnaires de l'État de ne pas évaluer la GIRE, si bien que les parlementaires et les citoyens ne sont pas informés des enjeux qui y sont liés et des retombées qui en découlent.

Bref, les responsables des deux ministères sont priés de faire diligence afin de mieux soutenir les organismes de bassins versants locaux dans le mandat que l'État leur a confié, à savoir concevoir un plan directeur de l'eau pour leur bassin versant, en assurer le mise en œuvre, en mesurer les impacts et ajuster le tir au besoin.

Cheville ouvrière de la gestion de l'eau

L'organisme de bassin versant local est la clé de voûte de la GIRE, la véritable cheville ouvrière de ce système de gestion. Pour John Husk, président du regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ), « les actions de l'État en gestion de l'eau demeurent fragmentées et insuffisantes. C'est une situation qu'il faut rectifier au plus vite pour faire du Québec le chef de file en matière de gestion intégrée des ressources en eau tel que visé par la Stratégie québécoise de l'eau. »

Mandatés par le gouvernement québécois pour soutenir régionalement la GIRE, les 40 organismes de bassins versants (OBV) sont financés par l'État à hauteur d'environ 242 000 $ par année et par OBV, soit environ 10 millions de dollars pour l'ensemble du Québec. Cette somme, qui assure le maintien de ces entités, leur permet de récolter environ 160 millions de dollars annuellement auprès du gouvernement fédéral, du milieu munici-



Chez IG Gestion de patrimoine, nous allons au-delà de vos REER pour avoir une vue d'ensemble de votre situation financière et ainsi prévoir votre revenu mensuel une fois à la retraite. Vous aurez ainsi le champ libre pour profiter du présent... et de l'avenir. Quel autre plan en fait autant?

Parlons de vos objectifs de retraite dès maintenant.

IG GESTION DE PATRIMOINE
Un plan pour votre vie

Les marques de commerce, y compris IG Gestion de patrimoine, sont la propriété de la Société financière IGM Inc. et sont utilisées sous licence par ses filiales. © Groupe Investors Inc. 2020 MPF2109 (01/2020)

Maintenant En Armandie

JEAN-FRANCOIS PINEL Pl. Fin., B.A.A.
Planificateur financier, Représentant en épargne collective, Conseiller en sécurité financière Services Financiers Groupe Investors Inc.
Cabinet de services financiers
Tél. : (514) 731-5143
Jean-Francois.Pinel@groupeinvestors.com

pal, de la société civile, des entreprises et du public. Autrement dit, chaque dollar investi dans les OBV en rapporte seize en termes d'actions visant la protection des ressources en eau. Une performance remarquable estime Antoine Verville, directeur général du ROBVQ, qui insiste pour dire qu'il faudrait plutôt allouer en moyenne 385 000 $ par année à chaque OBV afin d'assurer une meilleure mise en œuvre des plans d'action et de procéder à une bonne évaluation des impacts des mesures mises en œuvre, ce dans le but de permettre un suivi efficace des politiques.

« À l'ère de la relance économique et des changements climatiques, conclut le président du ROBVQ, il est plus que jamais nécessaire de soutenir l'innovation régionale pour faire de l'eau et sa conservation notre véritable or bleu: un puissant moteur de développement régional durable. »

* On peut consulter le rapport du commissaire au développement durable à cette adresse : https://www.vgq.qc.ca/fr/publications/164

Une aide appréciable du Vermont

Le Lake Champlain Basin Program (LCBP) du Vermont verse 240 000 $ à l'Organisme de bassin versant de la baie Missisquoi (OBVBM) dans le but de soutenir son projet d'accompagnement des entreprises agricoles de notre région.

Depuis 2016, dans le cadre de son projet Interventions ciblées sur le contrôle des eaux de ruissellement et la conservation des sols, l'OBVBM offre un service d'accompagnement aux entreprises agricoles afin de les soutenir dans leurs démarches de réduction de la pollution diffuse.

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, l'OBVBM et la MRC de Brome-Missisquoi soutenaient déjà ce programme. Le LCBP s'ajoute ainsi aux autres bailleurs de fonds du projet, avec une contribution majeure qui permet l'embauche à temps plein d'un second agronome. C'est ainsi qu'Adam Lebel, agronome expert en agriculture de précision, vient épauler Pascal Genest-Richard, agronome expert en éthique environnementale, déjà à l'œuvre depuis un certain temps au sein de l'équipe de l'OBVBM.

Les agronomes Pascal Genest-Richard et Adam Lebel, OBVBM

L'Oseraie Riveraine
Paulette Vanier et Pierre Lefrançois
Fondateurs et directeurs
450 248-7251, 514 246-7251
Services de consultation et d'implantation d'une oseraie en territoire rural en général et agricole en particulier.
Érection de structures en saule vivant.
loserivobnl@gmail.com

Dépolluer la rivière de la Roche

Prenant sa source au Vermont, la rivière de la Roche fait un détour sur le territoire de Saint-Armand avant de retourner au Vermont où elle se jette dans la baie Missisquoi. Au Vermont, son bassin versant couvre 92 km^2 alors que celui de la partie québécoise couvre 48 km^2 et est entièrement situé à Saint-Armand, entre les chemins Luke et Pelletier Sud.

Le bassin versant de cette rivière est l'une des principales sources d'apports en phosphore et en sédiments dans la baie Missisquoi, ce qui contribue au problème des fleurs d'eau de cyanobactéries qui, depuis quelques années, sont en augmentation, compromettant la qualité de l'eau et le développement économique local de part et d'autre de la frontière. En plus d'être une ressource majeure pour le tourisme et la villégiature dans la région, la baie Missisquoi est une source d'eau potable pour les communautés avoisinantes et les écosystèmes. Pour maintenir la qualité de l'eau à un niveau acceptable dans la baie, il est indispensable de mettre en place des pratiques agricoles durables et une gestion de l'eau intégrée.

Une étude dont on a grand besoin

L'OBVBM a confié à l'Institut de Recherche et de Développement en Agroenvironnement (IRDA) le mandat de modéliser et d'analyser différents scénarios de pratiques culturales qui permettraient de réduire les charges de phosphore et de sédiments d'origine agricole dans l'ensemble du bassin versant de la rivière de la Roche. La réalisation de cette étude a notamment été rendue possible grâce à une contribution de 25 000 $ de la part du Lake Champlain Basin Program.

Aubert Michaud

Menée par l'équipe du chercheur Aubert Michaud de l'IRDA, l'étude a permis d'identifier les principales sources d'émission de phosphore et de sédiments du sous-bassin et de produire une analyse coût/efficacité de sept différentes techniques de production agricole qui contribueraient à réduire de 40 % la charge de phosphore exporté vers la baie Missisquoi. Ce précieux travail permet de fournir des outils de gestion très importants dans l'assainissement de la rivière et, par conséquent, de la baie Missisquoi. Les zones d'intervention et les méthodes à appliquer sont maintenant connues, il reste à fédérer les acteurs concernés autour de ces dernières. Ce à quoi s'attachent déjà les deux agronomes de l'OBVBM.

* On peut consulter le texte intégral du rapport de l'IRDA à cette adresse : https://irda.blob.core.windows.net/media/5265/michaud-et-al-2019_analyse_couts-efficacite_des_actions_proposees_pour_reduire_les_charges_de_phosphore_de_la_riviere_la_roche_a_la_baie_missisquoi.pdf

L'érosion dans les cultures de maïs et de soya est une importante source de phosphore et de sédiments dans la baie Missisquoi.

ENGEL&VÖLKERS®
SYLVIE HOUDE

35, Ch. de St-Armand, Frelighsburg
Le Manoir Hillcrest
Domaine de 106 acres
Centris n° : 19861858

Engel & Völkers Bromont
sylviehoude.com
450-298-1111
46, rue Principale, #200
Frelighsburg

« J'aime la région, la campagne, les villages et les gens d'ici ! Depuis plus de 20 ans, je vous aide à vendre et à acheter dans Brome-Missisquoi. »

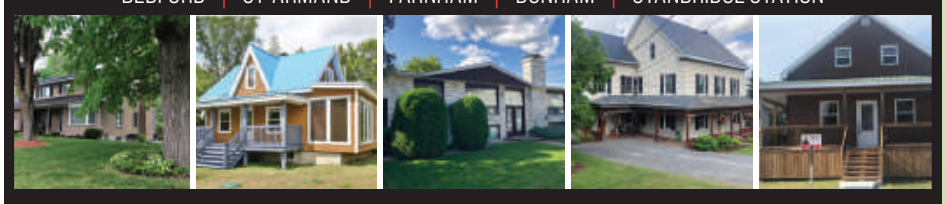
COURTIER IMMOBILIER
MAÎTRE VENDEUR
JOHANNEBOURGOIN.COM
450 248-7465 | 71-B, Principale, Bedford

TAUX DE COMMISSION à partir de 2%* TAUX DE COMMISSION

ROYAL LEPAGE EXCELLENCE Agence immobilière
FRANCHISE INDÉPENDANT ET AUTONOME

▼ J'AI VENDU RÉCEMMENT ▼

BEDFORD | ST-ARMAND | FARNHAM | DUNHAM | STANBRIDGE STATION



La **paix d'esprit**, ça n'a **pas de prix** !

LAISSEZ-MOI VOUS SIMPLIFIER LA TÂCHE ET VENDEZ SANS TRACAS.

* Certaines conditions s'appliquent. Informez-vous.
Je remets une partie de mes commissions à la fondation *Un toit pour tous* de Royal LePage.

DANS BROME-MISSISQUOI,
ON PARTAGE LA ROUTE
ET ON NE PERD PAS LES PÉDALES

BROMONT | MRC BROME-MISSISQUOI.CA

CENTURY 21 Réalisation
Bilingual services

Marco Macaluso
Courtier immobilier
514.809.9904

Danièle Courchesne
Courtier immobilier résidentiel
450.350.0664

CENTURION® 2012 2015 2018

53, du Pont
Bedford, QC, J0J 1A0
Bur: 450.248.9099
marco.macaluso@century21.ca
www.marcomacaluso.com

Clos de l'Orme Blanc
Vignoble - Grange à livres
1050 chemin Dutch
St-Armand J0J 1T0
https://closdelormeblanc.com
info@closdelormeblanc.com

Martin Landreville
Courtier immobilier
Services Martin Landreville (SML) Inc.
514-926-1822

Proprio Direct
À vendre par le proprio ...et son courtier !

« On vend ensemble. C'est simple ! »

1. J'évalue gratuitement votre propriété.
2. Je lui assure un maximum de visibilité.
3. Je m'occupe de la transaction.
4. À partir de 2%... Satisfaction garantie !
5. Pour vendre ou acheter sans pression, appelez-moi.
6. Ce que vous cherchez, nous le trouverons !

Proprio Direct 25 ans

PLACE D'AFFAIRES
C.P. 338, Philipsburg
(Qc), J0J 1N0
martlandreville@gmail.com
www.martinlandreville.com